

UNIVERSITE DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

Droit d'Asile
dans les
Ambassades et Légations
au cours
de la
Guerre d'Espagne
(1936-1939)

THÈSE

présentée et publiquement soutenue devant la Faculté de Droit de Montpellier

PAR

André BESTIEU

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN DROIT

IMPRIMERIE
CAUSSE, GRAILLE & CASTELNAU
7, rue Dom-Vaissette
MONTPELLIER

1942

**Droit d'Asile dans les Ambassades et Légations
au cours de la Guerre d'Espagne
(1936-1939)**

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

Droit d'Asile
dans les
Ambassades et Légations
au cours
de la
Guerre d'Espagne
(1936-1939)

THÈSE

présentée et publiquement soutenue devant la Faculté de Droit de Montpellier

PAR

André BESTIEU

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN DROIT

IMPRIMERIE
CAUSSE, GRAILLE & CASTELNAU
7, rue Dom-Vaissette
MONTPELLIER

1942

Faculté de Droit de Montpellier

MM.

MORIN, Doyen, professeur de Droit Civil.
BECQUÉ, professeur de Droit Civil.
DE NESMES-DESMARETS, professeur de Droit Administratif.
BOSC, professeur de Procédure Civile.
VIALLETON, professeur de Droit Civil.
N..., professeur de Droit Romain.
COURTIN, professeur d'Economie politique.
LÉGAL, professeur de Droit criminel.
DEMONTÈS, professeur de Droit commercial.
N..., professeur d'Economie politique.
DELBEZ, professeur de Droit International public.
TISSET, professeur d'Histoire du Droit.
TEITGEN, professeur de Droit constitutionnel.
CLUREAU, chargé de Cours d'Economie politique.
DIJOL, Chargé de Cours de Capacité.
GUENOUN, professeur honoraire.
BABY, Secrétaire.
DUBOIS, Secrétaire honoraire.

JURY

MM. TEITGEN. *Président.*
TISSET. . *Assesseur.*
DELBEZ. . *Assesseur.*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions écrites dans les thèses: ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

Le 18 juillet 1936, le général Franco se révoltait contre le gouvernement de la République, à la suite de l'assassinat du leader monarchiste Calvo Sotelo, tué sur l'ordre du président du Conseil, M. Casares Quiroga. Une lutte terrible allait éclater sur l'une des plus nobles terres d'Europe.

L'Espagne se scindait en deux. La Navarre et l'*Alava*, la Galice, une partie de la Castille et de l'Andalousie, ainsi que le Maroc espagnol optaient pour le Caudillo. La Catalogne, les régions du Levant, les pays Basques, les Asturies, Madrid et ses environs restaient fidèles au gouvernement républicain.

La guerre civile, avec toutes ses horreurs, déchirait pendant plus de trois ans ce malheureux pays.

Cette guerre se transformait bientôt en une véritable guerre mondiale et opposait en combats sanglants les deux idéologies modernes : le fascisme et l'antifascisme. Les échecs des Nationaux ou de leurs adversaires affectaient les gens, tout comme s'il s'était agi de leur propre nation. Les journaux ne faisaient rien pour dissiper cette illusion et maquillaient la plupart du temps la vérité. Chacun prenait parti. Chacun misait pour le rouge et jaune ou bien le violet-jaune-rouge, couleur Franco, couleur République.

Un jeune écrivain, M. Robert Brasillach, mettait bien en valeur le caractère universel de cette guerre dans les lignes suivantes :

« Par toute la planète, des hommes ressentait comme leur propre guerre, comme leurs propres victoires et leurs propres défaites, le siège de Tolède, le siège d'Oviedo, la bataille de Teruel, Guadalajara, Madrid et Valence. Le coolie chinois, le manœuvre de Belleville, le voyou perdu dans les brouillards de Londres, le chercheur d'or pauvre et déçu, le maître des pâturages hongrois ou argentins, pouvaient tressaillir d'angoisse ou de plaisir devant quelque nom mal orthographié, sur quelque journal inconnu. Dans la fumée grise des obus, sous le ciel en feu parcouru par les avions de chasse, russes contre italiens, français contre allemands, les contradictions idéologiques se résolvaient, en cette vieille terre des actes de foi et des conquérants, par la souffrance, par le sang, par la mort. L'Espagne donnait sa consécration et sa noblesse définitive à la guerre des idées ».

M. Bernard Fay écrivait pareillement :

« Tous les Français participèrent à la guerre d'Espagne. Dans les cinémas, leurs applaudissements et leurs sifflement arbitraient la bataille; sur les tables des cafés, ils traçaient des campagnes; dans les journaux et jusqu'au sein de leurs familles, ils engageaient des combats. Les plus bavards n'étaient du reste point les plus affectés. Je me rappelle, dans les premiers jours d'août, la rencontre, sur les Champs-Élysées, d'un ami, dont le noble visage, pâle et ravagé, révélait une souffrance qu'il ne pouvait cacher. « Vous êtes malade ? » lui dis-je. « J'ai mal à l'Espagne », me répondit-il, avec un sourire, où il n'y avait que du courage ».

A Madrid, les autorités, pour réprimer la rébellion, n'hésitèrent pas à armer tous les partisans, tous les

militants d'extrême-gauche, les criminels de droit commun, la lie de la population. La terreur rouge passa alors sur Madrid.

Une multitude de gens furent fusillés. Les signes extérieurs de la richesse devinrent un crime. Les titres nobiliaires, une trahison.

Tout le monde se suspectait. La plus petite dénonciation suffisait à déclencher des massacres. On préférait prévenir que châtier. Bref, ce fut la psychose sanglante de tous les grands effondrements sociaux.

Dans ces jours atroces et terribles, de nombreuses personnes, appartenant à tous les milieux, professant les opinions les plus diverses, qui se sentaient ou se croyaient menacées, frappèrent aux portes des ambassades et légations de quatorze pays.

— Ayez pitié de nous, donnez-nous asile, suppliaient-ils.

Des femmes se traînaient à genoux. Des hommes pleuraient.

Les diplomates ouvrirent leurs hôtels à ces malheureux, croyant à une prompt solution du conflit.

Les jours devinrent des semaines, des mois, des années mêmes. L'asile s'était refermé comme un piège.

Les asilés avaient, par leur geste, opté pour le général Franco, pour les Nationaux, contre la barbarie.

Une mort terrible les guettait hors des ambassades et des légations. Un simple drapeau fixé à un écusson les protégeait seul contre toute une horde déchaînée. Miracle du droit d'asile.

La guerre se prolongeant, pour ne prendre fin qu'avec la capitulation de Madrid, en mars 1939, leur calvaire allait en augmentant.

Pendant près de deux ans, ils devaient mener une vie misérable de reclus, désespérant de voir leur supplice prendre fin.

Des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants peuplaient des locaux trop étroits, dépourvus de toute hygiène, et tournaient en rond dans des jardins exigus. Ils couchaient à même le sol, sur des matelas étalés côte à côte. Quant à leur nourriture, dans la demi-famine qui rongait Madrid, on devine aisément ce qu'elle était. Ils ne pouvaient communiquer avec personne au monde. Sans nouvelles des êtres aimés, ils rabâchaient les mêmes pensées, les mêmes mots. Ils étaient las de la vie, des uns des autres. Hâves, amaigris, vieilliss avant l'âge, leurs vêtements, leur linge s'en allaient en lambeaux. Et pourtant il y avait des questions de préséance, de rang, de titres que l'on désirait faire respecter. Au fur et à mesure que l'enthousiasme en une proche victoire du général Franco diminuait, toutes les saletés qui gisent au fond de la nature humaine remontaient, çà et là, à la surface.

« Dans ces fosses d'oubli », pour reprendre la belle expression de Joseph Kessel, la vie suivait lentement son cours. On enregistrait des mariages, des naissances, des morts.

Par une ironie affreuse, au milieu de l'hostilité croissante, les asilés étaient obligés de supporter des bombardements continuels. Quelquefois, des obus égarés tombaient sur les refuges. Alors, épuisés par toutes sortes de souffrances, ils sentaient la folie les gagner.

Dans cette existence de damnés, l'espionnage ne restait pas inactif. Par quelle voie? Sans aucun doute par les personnes qui travaillaient à titre de subalter-

nes dans les ambassades et légations. On n'ignorait rien à la Sûreté générale de Madrid de ce qui se passait chez les asilés, comme ne manquait pas de le déclarer, à une réunion de la Société des Nations, le délégué de l'Espagne, M. Alvarez del Vayo.

Cependant, ces asilés étaient, avant le mois de juillet 1936, des gens paisibles, ne s'occupant guère de politique, sachant apprécier la fraîcheur d'un vin bu sous la tonnelle, la dernière pièce à succès ou le dernier film, la beauté de la nature, le sourire de l'enfant s'ils étaient pères, la tendresse de l'épouse s'ils étaient mariés. La plupart de ceux qui avaient cherché refuge dans les ambassades et légations furent sauvés grâce au droit d'asile.

C'est cette passionnante aventure, trop peu connue des Français, que nous essayerons de retracer aussi fidèlement que possible.

CHAPITRE PREMIER

Historique du Droit d'Asile

Le droit d'asile a donné lieu à de nombreuses controverses et à des discussions passionnées. Des hommes d'Etat ont attaché leurs noms à cette institution et des opinions très diverses ont été émises par d'éminents auteurs internationalistes, tant anciens que modernes.

Il existe en droit international peu de matières qui offrent une jurisprudence aussi variée et aussi riche. Presque tous les pays ont accordé le droit d'asile aux ambassadeurs et aux ministres accrédités auprès d'eux et, à leur tour, ils ont exercé les mêmes droits par l'intermédiaire de leurs représentants dans les pays étrangers.

Le droit d'asile ne doit pas être rayé du droit international. Il ne faut pas non plus le considérer comme une institution désuète et chancelante.

Les auteurs de droit international ont donné du droit d'asile des définitions nombreuses.

La meilleure nous paraît être celle-ci : le droit d'asile est le privilège qui est accordé à certains lieux ou édifices de servir de refuge à ceux qui s'y sont rendus pour échapper aux poursuites qui les menacent.

Il convient d'ailleurs de distinguer deux formes d'asiles : l'asile interne, ou privilège de certains lieux, tels

que les ambassades et l'asile territorial, ou privilège d'un individu réfugié dans un pays étranger de ne pouvoir y être recherché et de ne pouvoir en être extradé que dans certains cas.

Dans cette thèse nous ne nous occuperons que du droit d'asile dans les ambassades et légations.

C'est par la révérence et la crainte envers les lieux saints dans les temps anciens et la courtoisie internationale dans les temps modernes, que ce droit a pris naissance. La notion de l'asile est ancienne comme l'humanité. Elle est contemporaine du crime et du malheur, de l'expiation et de la pitié. Caïn, banni de la terre après le meurtre de son frère Abel, trouve un asile dans la terre de Nod, située à l'orient de l'Eden.

Chez presque tous les peuples de l'antiquité, le droit d'asile est réservé aux lieux consacrés aux divinités.

La justice des hommes doit s'incliner devant la justice divine. Quiconque est entré dans un temple se trouve à l'abri et doit être soumis à la justice divine.

Chez les Grecs, de nombreux temples jouissaient du droit d'asile. Ainsi, ceux de Cadmus à Thèbes; de Zeus Olympien et de Minerve à Athènes; de Diane à Ephèse; d'Apollon à Milet; de Cérès et de Proserpine à Eleusis; de Minerve à Sparte; de Neptune à Ténare; de Junon à Argos; d'Esculape à Epidaure et à Pergame.

Dans certains cas, on considérerait qu'il suffisait d'être uni au temple par un lien naturel et visible pour avoir droit à cette protection.

Plutarque, dans *Solon*, nous rapporte que Cylon et ses compagnons s'étaient réfugiés dans le temple de Minerve, après une conspiration. L'archonte Megaclês leur persuada de se présenter en jugement et, comme

ils craignaient de perdre le droit d'asile, il leur conseilla d'attacher à la statue de la déesse un fil qu'ils tiendraient à la main. Quand ils furent près du temple des Eumenides, le fil s'étant rompu de lui-même, Megaclês et ses complices se saisirent d'eux, sous prétexte que cet accident prouvait que la déesse leur refusait sa protection. A la suite de cet acte, une peste désola Athènes. Celle-ci ne disparut qu'après que le peuple, sur le conseil de l'oracle de Delphes, eut fait une solennelle expiation du sacrilège de son archonte Megaclês.

Pour la même raison on égorgea Neoptalème, coupable d'avoir fait assassiner Priam sur les autels d'Apolon.

Les bois sacrés, les monastères des prêtres et des prêtresses, les tombes des héros, comme ceux d'Acrisius à Larisse et de Thésée à Athènes, étaient reconnus comme aptes à servir d'asile.

Quelquefois, une ville entière, par exemple la ville de Téos, servait de sanctuaire.

Les esclaves pouvaient se réfugier dans tous les temples. Leur inviolabilité se marquait par le port d'une couronne de laurier. De nombreuses œuvres de la sculpture grecque nous montrent des esclaves, ainsi couronnés, assis sur l'autel dont le privilège les protège.

Cette pratique devait donner lieu à de nombreux abus. Des crimes restaient impunis. Des gens fort peu intéressants, tels que les débiteurs insolvables, les coupables de crimes de droit commun, jouissaient de l'impunité la plus complète. Les criminels, aussi bien que les innocents, étaient protégés de la même façon par l'asile et tous étaient sacrés au même titre, dès qu'ils avaient atteint les lieux de refuge.

Les sages s'élevaient avec violence contre cet état de choses.

Eschyle, par la bouche des Euménides, protestait contre les hommes qui voulaient faire protéger les pires criminels par les dieux de l'Olympe.

Euripide faisait dire à Ion : « Il convient de ne point laisser l'impie s'asseoir à l'autel, mais de l'en chasser. Il n'est pas bien qu'une main souillée touche ainsi les dieux.

« Il faut réserver l'asile au juste persécuté, afin qu'on ne voit pas l'innocent et le coupable se rencontrer ici dans la même faveur des dieux ».

Selon Barbeyrac (1), Aristote aurait écrit sur le droit d'asile et les ambassadeurs un ouvrage qui, par malheur, a été perdu.

Dans la pratique, l'asile n'était pas toujours respecté. On le violait de façon indirecte. Le temple était entouré de troncs d'arbres auxquels on mettait le feu, ou bien on enlevait le toit du sanctuaire pour que les intempéries obligent les réfugiés à l'abandonner. D'autres fois, on murait les portes afin de faire mourir de faim les asilés.

Néanmoins, la violation de l'asile était considérée comme « une action atroce », « un sacrilège », « un objet de la haine publique » (2).

En Grèce, le droit d'asile se maintint longtemps, même après la conquête de ce pays par les Romains. Le droit d'asile, profondément enraciné dans la croyance populaire, fut respecté par les conquérants. On vit les

(1) BABEYRAC, *Histoire des anciens traités*, Amsterdam, 1739.

(2) PLUTARQUE, *Solon*, édition Dœhner.

asiles se multiplier un peu partout. Tacite écrit, notamment : « De plus en plus, dans les villes grecques, on se permet d'ouvrir impunément des lieux d'asile ; les temples sont pleins des pires esclaves ; ils servent aussi de refuge aux débiteurs contre leurs créanciers et aux gens soupçonnés de crimes capitaux ; de plus, aucune autorité n'est assez forte pour réprimer les séditions du peuple qui protègent les crimes des hommes comme le culte des dieux ».

Les Romains admettaient plus difficilement le droit d'asile en vertu du respect profond que leur inspirait la loi.

Rome ne voulait pas connaître de limites à la puissance de la loi sur le citoyen. Le droit d'asile ne devait pas assurer un refuge aux violateurs de la loi. Les Romains n'hésitaient jamais à réclamer le criminel à la ville où il s'était réfugié, ni à aller le prendre par la force si celle-ci refusait de le rendre. L'asile devenait parfois à Rome sujet de raillerie de la part des auteurs. Plaute le faisait bafouer par les personnages de ses comédies : « Il ne m'est pas permis d'emmener mes esclaves de cet autel de Vénus ? — Non, dit le vieillard athénien, telle est la loi de chez nous. — Et que m'importe votre loi ?... Ils sont à moi, et je vais les en arracher malgré toi, Vénus et le grand Jupiter ».

La langue romaine ne possédait aucun terme pour désigner le droit d'asile. Lorsque des auteurs latins s'y référaient, ils étaient obligés d'employer l'expression grecque ou d'avoir recours à des périphrases.

Il existait cependant des exceptions.

Tout criminel conduit au supplice qui rencontrait sur son chemin une Vestale était sauvé si elle jurait que la

rencontre était toute fortuite. Si le criminel se réfugiait auprès du Flamen Dialis, l'exécution du jugement était retardée.

L'autel de Saturne était le lieu de refuge des esclaves fugitifs, des opprimés et des étrangers. Le temple de Jupiter jouissait de privilèges analogues.

La statue de Romulus constituait, elle aussi, un lieu d'asile.

Sous l'Empire, l'esclave qui se réfugiait auprès des temples consacrés aux empereurs ne pouvait être inquiété. Le privilège n'était d'ailleurs pas limité aux temples.

Munies d'une image quelconque de l'Empereur, les personnes les moins recommandables émettaient la prétention, grâce à cette protection, de se tenir au-dessus des lois. Sous Tibère, un citoyen était mis à mort pour avoir frappé, dans un moment de colère, un esclave qui portait dans sa ceinture une monnaie impériale. Tacite nous rapporte le scandale causé par Annia Rufella, qui était venue consulter sur le Forum le sénateur Caius Sestius, qui l'avait condamnée pour fraude et qui n'osait pas la faire poursuivre par crainte de la majesté de Tibère, dont cette femme lui opposait l'image.

L'excès du mal devait créer le remède. Tibère fit supprimer tous les asiles qui ne justifiaient pas de titres authentiques, ainsi que l'asile des images impériales.

Les Egyptiens, peuple extrêmement religieux, avaient établi de nombreux lieux saints sur les rives du Nil. Les accusés et les condamnés qui arrivaient en ces lieux étaient à l'abri de la poursuite de la justice des hommes s'ils se donnaient aux dieux et recevaient des prêtres l'empreinte des stigmates sacrés.

Les Juifs ne reconnaissaient pas le droit d'asile. Après leur établissement en Palestine, ils l'admettaient seulement pour les auteurs d'homicides involontaires, et encore dans certaines villes. Celles-ci étaient au nombre de six.

Trois d'entre elles avaient été fondées, par Moïse, sur le territoire qui fut le premier occupé par les Juifs, à l'est du Jourdain: Betser, Ramoth et Golan. Après la traversée du Jourdain, et peu de temps avant sa mort, il ordonnait de créer Kedesch, en Galilée; Sichem, en Samarie, et Hebrin, en Judée.

Celui qui avait tué involontairement trouvait toujours une ville refuge où il pouvait aller. L'on parvenait à une de ces villes sans faire plus d'une journée de marche.

Une fois arrivé aux portes de la ville, le criminel comparait devant un tribunal formé par des anciens habitants de la ville, auquel il exposait son cas. Si le tribunal agréait sa demande, il pouvait rester dans la ville, jusqu'au jour où, muni d'un sauf-conduit, il se présentait devant ses juges: l'assemblée du peuple du lieu du meurtre. Le procès se déroulait alors entre les parents du mort et le réfugié. Si ce dernier était proclamé innocent, on le ramenait dans la ville de refuge. Il y demeurait jusqu'à la mort du grand prêtre, en fonctions en ce moment. Alors, seulement, il pouvait retourner dans son pays.

A part les villes sacrées, d'autres villes — les 48 cités lévétiques — pouvaient servir d'asile avec le consentement de leurs habitants (1).

(1) L. GINZBERG, *Asylum in Rabbinical Literature*, Jewish, Encycl. II, 257-259.

La Judée restait un asile pour tous les esclaves n'appartenant pas aux Juifs et, en général, pour tous les étrangers. L'esclave de l'étranger qui se réfugiait dans le temple de Jérusalem ou dans ses limites, et dans toute la Judée, était affranchi de tout lien envers son ancien maître. L'étranger, lui aussi, trouvait asile et protection chez les Juifs. Il était égal aux Juifs devant la loi civile et la loi pénale. On rangeait l'étranger dans les classes souffrantes avec la veuve et l'orphelin (1).

Le droit d'asile devait se développer avec le Christianisme. Religion non plus limitée à une ville, à un peuple, à un pays, mais commune à tous les hommes, la religion chrétienne allait universaliser le droit d'asile. Elle faisait entrer la pratique de l'asile dans le droit public. Les églises, en remplaçant les temples païens, avaient conservé l'usage de l'asile en faveur de tous les malheureux qui demandaient assistance immédiate.

Les églises, les basiliques, les cathédrales, jouissaient du droit d'asile. Les délinquants, une fois à l'intérieur de ces édifices sacrés, se trouvaient à l'abri de la justice laïque et de la vengeance des parents ou des amis des victimes.

Dans une lettre écrite à Donat, proconsul d'Afrique, Saint-Augustin justifiait ainsi le droit d'asile : « Nous ne devons pas nous venger de nos ennemis, mais les aimer ; nous ne désirons pas leur mort, mais seulement la conversion qui leur évitera le châtement éternel ».

Le droit d'asile avait donc pour but de garantir la sécurité du réfugié jusqu'à ce que l'évêque du lieu fût informé de l'affaire et que l'autorité judiciaire se soit

(1) LÉVITIQUE, XXIV, 22 ; DEUTÉRONOME, I, 16 et XXIV, 11 et suiv.

prononcée. L'intervention du prélat et le laps de temps qui s'écoulait entre le jugement et le moment du crime était de nature à apaiser la vengeance du sang et à éviter des châtimens durs et disproportionnés. Bien entendu, des abus avaient lieu, mais l'asile permettait de sauver la vie à de nombreux innocents.

En 431, les empereurs Théodose et Valentinien réglementaient le droit d'asile. Ils défendaient notamment à tous ceux qui cherchaient un asile dans les églises, de porter des armes.

Bientôt, les limites territoriales de l'asile allaient s'élargissant. Les couvents et monastères, les fonts baptismaux ainsi que les cimetières, les demeures des évêques et des chanoines, les hôpitaux et les établissemens des chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem et des Templiers, les croix posées le long des chemins, bénéficiaient du droit d'asile.

L'empereur Justinien restreignait, en 535, le nombre de personnes qui pouvaient se prévaloir du droit d'asile. Il décidait d'exclure de l'asile cinq catégories de crimes : l'adultère, le rapt, l'homicide, la violation de la foi catholique et le crime de lèse-majesté. Leurs auteurs devaient être extraits des lieux sacrés par la force publique.

En Orient, Eutrope, favori d'Arcadius, faisait supprimer par l'Empereur le droit d'asile, afin d'empêcher ceux qui avaient comploté contre sa vie, ou qui ne lui avaient pas révélé le complot, de se soustraire à la peine capitale. Mais, en 399, il tombait en disgrâce et courait se réfugier dans l'église de Constantinople, où le poursuivaient tous ses ennemis. L'évêque de Constantinople, Saint Jean Chrysostome, accordait à Eutrope sa pro-

tection en même temps qu'il apaisait ses ennemis par un discours resté célèbre: « Cet homme, leur disait-il, n'a cessé d'attaquer l'Eglise, il a lui-même fermé cet asile par ses décrets et ses lois iniques. Prions Dieu d'apaiser la colère du souverain, afin que nous puissions obtenir sa grâce. Prions le clément empereur de respecter l'Eglise et l'autel, de permettre à la table sainte de sauver un homme qui s'est mis sous sa protection! » L'intervention du grand évêque ne fut pas inutile. Eutrope réussit à échapper à ses ennemis et s'exila à Chypre.

Après la conquête de Rome, les peuples barbares avaient promis de respecter le droit d'asile dans les lieux sacrés.

Le Germain, nouvellement converti, avait peur, en ne respectant pas l'asile, de porter atteinte au caractère sacré de l'Eglise.

« Au moment de violer un sanctuaire, le Germain converti se demande s'il ne va pas tomber sur le seuil, frappé de vertige et le col tordu. Convaincu par son propre trouble, il s'arrête, épargne la terre, le village, la cité qui vit sous la sauvegarde du prêtre... Ainsi, sur tout le territoire, le clergé garde et agrandit ses asiles pour les vaincus et les opprimés » (1).

Les Visigoths reconnaissaient le droit d'asile et l'étendaient à un rayon de trente pas autour de l'église. Les lieux sacrés pouvaient recevoir les criminels, les débiteurs et les esclaves. Il était interdit d'arracher de force les réfugiés de ces lieux. On devait les remettre à

(1) TAINÉ, *Origines de la France contemporaine*, t. I, chap. I, p. 4 et 11.

la justice laïque par le ministère du prêtre qui fixait les conditions de cette remise, parmi lesquelles se trouvait toujours la défense de condamner à mort le réfugié.

Les Ostrogoths, au contraire, se montraient hostiles au droit d'asile.

En France, le droit d'asile passait dans les mœurs, grâce à l'Eglise catholique. Celle-ci ne faisait aucune distinction entre les coupables. Tous, sans exception, étaient admis à bénéficier de la protection que l'Eglise catholique accordait. L'asile s'étendait même jusqu'aux auteurs de certains crimes considérés comme des plus graves, car ils comportaient une atteinte à la souveraineté, et se trouvaient par conséquent exclus de toute grâce : les crimes de lèse-majesté et de trahison (1). Toute violation de l'asile entraînait l'excommunication. Très souvent, il en résultait de très gros inconvénients pour elle, car le droit d'asile constituait plutôt une charge qu'un privilège. Tous les lieux sacrés recevaient des réfugiés, surtout les grands sanctuaires : Saint-Martin de Tours, Saint-Denis de Paris, Saint-Aignan d'Orléans, Saint-Médard de Soissons, Saint-Marcel de Châlons, Saint-Germain d'Auxerre, Saint-Hilaire de Poitiers, Saint-Martial de Limoges, Saint-Sernin de Toulouse, etc. Les réfugiés sans ressources vivaient avec leur famille aux dépens de l'Eglise. Beaucoup s'y livraient aux déprédations et à la débauche. D'autres y trouvaient un lieu de départ avantageux pour de fructueuses expéditions dans le voisinage.

Le long séjour dans la basilique de Tours d'Eberulf, accusé par Gontran de la mort de son frère Chilpéric,

(1) Sixième Concile de Tolède de 638, canon XII.

y provoquait, en 584, de grands troubles. Installé dans l'église avec tous ses serviteurs, il y donnait de grands banquets. La plupart du temps ivre, il frappait et blessait gravement les prêtres. D'autres fois, il faisait venir dans la basilique des femmes. Un autre jour, au milieu d'un office, il admonestait et injurait Grégoire de Tours, en lui déclarant que si Gontran s'emparait de lui, il le tuerait au préalable, ainsi que tous les prêtres.

Gontran ne pouvant s'emparer d'Eberulf, avait recours alors à un stratagème. Il lui envoyait un émissaire secret, Claude, qui, après avoir capté la confiance d'Eberulf, trouverait bien un moyen pour le faire sortir de l'église. Réussissant à devenir son intime ami, Claude au cours d'une orgie, tuait Eberulf. Mais les gens de celui-ci se précipitèrent sur Claude et le mirent à mort ; les pauvres de l'église, les amis de Claude, intervinrent à leur tour et il y eut une véritable bataille rangée, qui fit de nombreuses victimes dans le sanctuaire et ses dépendances.

Dans certaines églises, des locaux spéciaux étaient mis à la disposition des réfugiés. A Saint-Jacques-la-Boucherie, par exemple, il existait des chambres bien aménagées à cet effet.

L'abus du droit d'asile allait amener des réformes, car c'était un scandale et une honte de voir les lieux sacrés regorger d'assassins, de criminels de la pire espèce.

Certains crimes, tels que l'assassinat dans les églises ou les cimetières, par trahison ou à prix d'argent, l'hérésie, le retour au judaïsme, la violation du droit d'asile, la fabrication de la fausse monnaie ou de fausses lettres apostoliques, les duels, se trouvaient exclus de

l'asile religieux. Mais tous les fidèles baptisés, de même que les infidèles et les Juifs qui « auraient sollicité sincèrement le baptême », jouissaient du privilège de l'asile.

L'empereur Charlemagne réglementait à son tour le droit d'asile. Les accusés seuls bénéficiaient de la protection des lieux sacrés. Les criminels en étaient écartés. Rien ne devait empêcher l'exécution des jugements et se mettre en travers de la justice impériale.

Lorsque le pouvoir royal se fortifie et devient puissant, il ne tarde pas à restreindre le droit d'asile. Ce dernier va peu à peu en s'amenuisant. L'Eglise essaie bien de résister; mais ce n'était plus elle qui menait le jeu. Elle finit par comprendre qu'elle n'avait aucun intérêt à voir ses temples profanés.

Par la célèbre ordonnance de Villers-Cotterets, du 1^{er} août 1539, François I^{er} abrogeait l'immunité de l'asile religieux. L'article 166 de cette ordonnance abolissait l'asile en matière civile et subordonnait l'asile pénal à la décision du juge.

Une ordonnance de Henri II, de 1547, ordonnait de rechercher les coupables et de s'en emparer, partout, dans « toutes les maisons, églises et franchises ».

Quelques années plus tard, il n'était même plus fait mention de l'asile, dans la législation des rois de France.

Dans des pays comme l'Espagne, l'Amérique latine, l'Italie, l'asile religieux allait survivre plus longtemps. La lutte entre le pouvoir civil et l'Eglise fut surtout vive en Espagne, pays dans lequel l'asile religieux avait pris de grandes proportions.

Philippe II, en 1570, édictait une ordonnance qui abolissait l'asile dans toutes ses possessions. Mais il se

heurtait aux résistances du clergé et du peuple. En 1573, Saint Charles Borromée déclarait maintenir tous les privilèges ecclésiastiques, en particulier le droit d'asile, contre le Gouvernement espagnol. En 1591, le Conseil royal espagnol interdisait la publication de la bulle pontificale, par laquelle Sixte V interdisait aux autorités civiles d'enlever les coupables réfugiés dans les lieux d'asile, si, au préalable, elles n'avaient obtenu la permission expresse de l'évêque.

Une bulle de Clément XIV, du 12 septembre 1772, limitait l'asile à une ou deux églises par ville. En 1835, enfin, une loi réglementait définitivement le droit d'asile en Espagne.

L'asile religieux, une fois disparu, l'asile diplomatique allait le remplacer aux ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles. Faute d'asile religieux on avait recours à l'asile diplomatique. Ce dernier devait naître avec l'établissement des ambassades permanentes.

L'asile diplomatique se fondait sur le principe de l'exterritorialité, imaginé par Grotius, au cours de sa captivité dans la forteresse de Louvestein, pour justifier la situation exceptionnelle des ministres à l'étranger.

La demeure des agents diplomatiques était considérée comme partie intégrante de l'Etat qu'ils représentaient. La police locale ne pouvait arrêter les personnes qui s'y réfugiaient, de même qu'elle ne saurait agir en territoire étranger. Mais l'exterritorialité, avant d'être admise par tous les pays, allait donner lieu à des incidents parfois fort regrettables.

En 1540, l'ambassadeur de France à Venise, Guillaume Pélissier, évêque de Montpellier, avait réussi à

gagner à ses services certains magistrats de la République : Constantin et Nicolas Cavazza, respectivement secrétaire du Conseil des Dix et membre du Conseil des Prégadi ; Maffeo Leone, Augustin Abondio, Jean François Valerio et bien d'autres. Ces hommes lui avaient révélé de nombreux secrets d'État, en particulier le traité conclu entre Venise et la Turquie. Découverts par Mattelosso, gentilhomme vénitien, amant de la femme de Abondio, Nicolas Cavazza, Abondio, Valerio, réussirent à se réfugier dans l'hôtel de l'ambassadeur de France. Le Conseil des Dix, refusant d'admettre le droit d'asile diplomatique pour un crime de haute trahison, demandait la livraison des asilés. Ne l'ayant pas obtenue, le Conseil des Dix faisait alors placer deux canons et un assez grand nombre de soldats près de l'hôtel de l'Ambassade de France. Devant cette menace, les réfugiés étaient livrés, torturés et pendus sur la place de Saint-Marc. Le roi de France, François I^{er}, à l'annonce de cette nouvelle, entraînait dans une très vive colère.

Il refusait même d'accorder audience à l'ambassadeur de Venise, Antoine Venier.

Plusieurs années après, en 1609, l'Angleterre invoquait ce précédent contre la République de Venise. Elle demandait la remise d'un chapelain qui, à la suite d'un pamphlet contre la reine Elisabeth, s'était réfugié auprès de l'ambassadeur vénitien à Londres, Marc-Antoine Correr. Elle rappelait à l'ambassadeur le cas Abondio en lui faisant remarquer que la résidence des ambassadeurs ne saurait constituer un refuge pour les coupables du délit de lèse-majesté. L'Angleterre devait obtenir gain de cause.

A part ces limitations, l'asile diplomatique, qui était reconnu partout déjà au xv^e siècle, allait prendre un grand développement au cours des siècles suivants. Son existence était officiellement consacrée par un jugement du pape Clément VIII, à l'occasion d'un conflit entre les cours de France et d'Espagne.

En 1601, le neveu de l'ambassadeur de France en Espagne, ainsi que quelques Français, au cours d'une partie de plaisir, avaient décidé de se baigner dans un costume assez peu décent, et, ce qui aggravait singulièrement leur cas, près d'une promenade fréquentée par de nombreuses dames espagnoles. Une patrouille, commandée par un officier, vint leur signifier de cesser leur baignade. Une bagarre s'ensuivit, au cours de laquelle il y eut des morts des deux côtés. Les Français se réfugièrent à l'ambassade. Le peuple, irrité, se disposait à incendier l'hôtel, lorsqu'un magistrat, pour calmer les esprits, entra à l'ambassade et, violant le droit d'asile, arrêta les coupables. Le Gouvernement espagnol, tout en maintenant en prison les Français, fit présenter des excuses à l'ambassadeur de France, le comte de Rochepot. Le roi Henri IV, fort mécontent de cette violation d'un droit, exigea des réparations de la part du Gouvernement espagnol. En attendant, il rompait toutes relations diplomatiques avec l'Espagne. On décidait de soumettre d'un commun accord l'incident à l'arbitrage du pape. Clément VIII donna raison à la France et blâma le roi d'Espagne de n'avoir pas fait respecter le droit d'asile. Les prisonniers furent rendus au pape qui, à son tour, les remit à l'ambassadeur de France à Rome (1).

(1) TOBAR Y BORGONO, *L'Asile interne*, p. 118-119.

Bientôt l'asile ne se limitait plus à l'hôtel de l'ambassade et à son personnel, mais encore aux voitures et aux carrosses, y compris les bâtiments situés dans le voisinage de l'hôtel. En arborant le pavillon de leur souverain sur toutes les maisons qui s'y trouvaient, les ambassadeurs prenaient les quartiers sous leur protection.

Ceux-ci se trouvaient exemptés de toute juridiction locale et de l'obligation de payer les impôts. Cette franchise du quartier s'appelait *jus quarteriorum*. Elle recevait une large application à Rome, à Gênes, à Venise, à Madrid, à Francfort-sur-le-Mein.

A Madrid, aucun officier de justice ne pouvait exercer ses fonctions dans l'arrondissement situé autour de l'ambassade, ni traverser le quartier muni des insignes de son autorité, sans en avoir reçu la permission préalable du ministre.

Un cas fort intéressant nous éclairera à ce sujet.

En 1621, l'ambassadeur du roi de France en Espagne, le marquis de Bassompierre, trouvant l'ambassade trop exigüe, s'adressait à la cour, afin d'obtenir un hôtel plus vaste. On lui désignait un hôtel, mais le propriétaire ne désirait nullement le louer. Un attaché de l'ambassade, un nommé Fargis, à la tête de nombreux serviteurs, prit possession, sans plus se gêner, de l'hôtel et y arbora le drapeau français. Le propriétaire, affolé, saisit la justice de son pays. Celle-ci rendait une ordonnance d'après laquelle l'immeuble devait être rendu à son propriétaire. Deux huissiers, porteurs de cette notification, furent tués par les gens de l'ambassade. L'ambassadeur, comble de l'insolence, pour montrer son mépris à l'égard des autorités espagnoles, fit suspendre les habits et les insignes des victimes aux balcons de l'édifice

occupé et situé dans le quartier de l'ambassade de France. Le Gouvernement espagnol respecta les personnes de l'ambassadeur et de son attaché, mais emprisonna tous les domestiques qui avaient pris part à l'assassinat des deux sergents. D'ailleurs les domestiques furent relâchés le jour de la réception du marquis de Bassompierre à la cour.

L'abus de la franchise des quartiers provoquait de nombreuses protestations, car des gens de toutes sortes se réfugiaient dans ces quartiers, d'où ils défiaient la justice de leur souverain.

Dès 1671, le roi d'Espagne déclarait ne plus tolérer à l'avenir les franchises que dans la mesure où les puissances useraient de réciprocité à son égard.

En 1684, le Gouvernement espagnol faisait tenir à tous les ambassadeurs une note dans laquelle il affirmait que dorénavant l'exemption de la juridiction locale serait restreinte à l'hôtel de l'ambassade.

Au ^{xvii}^e siècle, le pape Innocent XI résolut de ne plus recevoir les ambassadeurs qui voulaient maintenir le privilège du *jus quarteriorum*. La Pologne, en 1680; l'Espagne, en 1682; la Suède, en 1684; la Grande-Bretagne, en 1686; l'Autriche, s'inclinèrent; seul, Louis XIV ne voulut pas que ce droit fut enlevé à son représentant.

Le pape pria alors Louis XIV de ne pas nommer d'ambassadeur. Le roi envoya à Rome le marquis de Lavardin avec huit cents soldats que le ministre disposa autour de l'ambassade. Le pape refusa de recevoir le représentant du roi de France et lui interdit l'entrée de l'église Saint-Louis-des-Français. En représailles, Louis XIV s'empara du nonce du pape, l'emprisonna et faisait occuper Avignon par les troupes françaises.

L'attitude de Louis XIV était d'autant plus illogique qu'il avait lui-même refusé le droit d'asile aux hôtels diplomatiques en France et fait poursuivre les protestants qui s'y étaient réfugiés. A la mort d'Innocent XI, en 1689, Louis XIV abandonnait Avignon à Alexandre VIII et renonçait à ses franchises.

L'Assemblée Nationale, le 13 octobre 1789, rendait un décret supprimant les lieux privilégiés dans les limites de l'Etat, lorsque le salut de celui-ci se trouvait compromis. Le 11 décembre suivant, devant les protestations véhémentes de tous les ambassadeurs, elle jetait du lest et déclarait qu'elle n'avait jamais entendu porter atteinte aux immunités reconnues aux ambassades.

A la fin du XVIII^e siècle, la pratique française admettait encore, dans toute son étendue, la franchise de l'ambassade. Si un malfaiteur se réfugiait dans la demeure d'un ministre étranger, les autorités françaises ne pouvaient que faire entourer son hôtel par la force publique pour saisir le réfugié à sa sortie, en sollicitant toutefois son extradition. Elles n'avaient pas le droit, en aucun cas, même en présence d'un refus d'extradition, de pénétrer de force dans l'ambassade (1).

De nos jours, la France ne reconnaît aucun droit d'asile à l'intérieur des ambassades et des légations (2).

D'après les termes de l'article 98 du Code d'instruction criminelle, les mandats d'amener, de comparution, de dépôt et d'arrêt sont exécutoires dans toute l'étendue de la France.

(1) BRILLON, *Dictionnaire des arrêts*, v^o Ambassadeur.

(2) Voyez, en ce sens, MERLIN, *Répertoire*, ministère public, sect. 5, § 5, n^o 3; — LE SELLGER, *Tr. de droit criminel*, t. V, n^{os} 1963 et s.; — MANGIN, *Action publique*, t. I, n^o 82.

Les premiers auteurs ayant écrit sur le droit des gens : Conradinus Brunus, dans son ouvrage *De legationibus*, publié en 1548; Albericus Gentilis, Francisco Suarez, dans son *De legibus*, et *Deo legislatore*, proclamaient l'inviolabilité de l'asile diplomatique. Seuls, quelques rares écrivains faisaient exception, tout en reconnaissant que l'asile diplomatique était consacré par la coutume. Un juriste italien, Charles Pasquali, publiait, en 1598, à Rouen, un traité intitulé *Legatus*, dans lequel il condamnait la coutume établie dans la plupart des pays, coutume qui tolérait que les maisons des ambassadeurs fussent des asiles pour les méchants. Pourquoi une telle coutume? se demandait-il: « Est-ce pour l'honneur de l'ambassade? Il serait ridicule de le dire. On a voulu plutôt proposer et fournir effectivement l'impunité aux crimes, que l'on provoque à commettre dans l'espérance de ce refuge, où un scélérat peut, non seulement être en sûreté, mais encore se moquer de tous les gens du magistrat (*magistratus cohortem*), ou les injurier même et les menacer, à la faveur du nom et de l'autorité de l'ambassadeur. Si l'on peut dire la vérité, c'est une chose d'un très mauvais exemple ».

Cependant, Pasquali établissait une distinction entre les crimes d'Etat et les autres, affirmant que seuls les coupables des premiers pouvaient être enlevés par force de l'hôtel des ambassadeurs. L'auteur soutenait une thèse qui s'efforçait de concilier, sur la base d'un compromis, le respect dû à l'ambassadeur et celui dû à la loi.

Plus tard, la doctrine se prononçait contre l'asile diplomatique. Un grand nombre d'auteurs, aussi bien

des spécialistes du droit des gens que des criminalistes, condamnaient l'asile diplomatique comme contraire à la souveraineté de l'État.

Ils écrivaient, le plus sérieusement du monde, que l'adoucissement des mœurs, la stabilité des régimes politiques, rendaient l'asile inutile en Europe. L'usage de l'asile constituait une source de difficultés pour les agents qui l'accordaient et les pays qu'ils représentaient.

Un des pires détracteurs de l'asile diplomatique, Faustin Hélie, soutenait que la souveraineté de l'État serait un vain mot, s'il existait dans le sein de chaque État, un territoire indépendant, pouvant servir de refuge à tous les délinquants, être un foyer de toutes les conspirations, et capable d'opposer sa propre justice à celle du pays. L'indépendance des ambassadeurs absorberait l'indépendance des gouvernements (1).

Ces juristes ne manquaient pas de se référer à des auteurs anciens et de citer complaisamment Grotius, Wicquefort et Bynkershoek.

Grotius, parlant de l'asile diplomatique, affirmait qu'il constituait un droit que les ambassadeurs ne pouvaient réclamer et dont l'existence dépendait exclusivement de la volonté du souverain de la résidence du ministre.

Il trouvait à l'asile un fondement juridique, en justifiant les privilèges et les immunités accordés aux ambassadeurs par la fiction de l'exterritorialité : « Je suis donc pleinement persuadé que les peuples ont trouvé bon de faire ici, en la personne des ambassadeurs, une

(1) FAUSTIN Hélie, d'après Rolin, t. III, n° 1424, R.D..I.P., 461.

exception à la coutume reçue partout, de regarder comme soumis aux lois du pays tous les étrangers qui se trouvent dans les terres de la dépendance de l'Etat. De sorte que, selon le droit des gens, comme un ambassadeur représente, par une sorte de fiction, la personne même de son maître, il est aussi regardé, par une fiction semblable, comme étant hors des terres de la Puissance auprès de qui il exerce ses fonctions » (1).

Abraham de Wicquefort doutait de la légitimité d'une semblable institution. Il assurait qu'elle ne se basait sur aucun principe consacré par le droit international. Il reconnaissait cependant le caractère sacré de l'hôtel de l'ambassade, mais seulement en ce qui concerne la personne de l'ambassadeur (2).

Quant à Cornélius van Bynkershoek, auteur du traité *De foro Legatorum tam in causa civili quam in criminali*, il trouvait le droit d'asile ridicule, absurde : « Certainement, si on consulte les lumières de la raison, je doute qu'on ait jamais inventé rien de plus ridicule que ce droit d'asile attaché aux maisons des ambassadeurs. Il y a peu de choses si absurdes qu'elles n'aient été établies pour quelques raisons du moins apparentes : mais peut-on ici en alléguer aucune?... »

Toujours d'après Bynkershoek, on ne pouvait sanctionner le droit d'asile, car alors il n'aurait servi qu'à défendre les assassins et les voleurs.

Il est certain qu'un droit d'asile par trop étendu pouvait donner lieu à de nombreux abus. Vattel écrivait,

(1) GROTIUS, *De jure belli ac pacis*, 1629, livre II, chap. XVIII, § 8.

(2) ABRAHAM DE WICQUEFORT, *De l'ambassadeur et ses fonctions*, livre II, section 28.

non sans juste raison : « Un souverain n'est point obligé de souffrir qu'un ambassadeur étranger fasse de sa maison un asile dans lequel il admet les ennemis du prince et de l'Etat, les malfaiteurs de toute espèce et les soustrait aux peines qu'ils auront méritées ».

Mais Vattel établissait la distinction suivante : « Quand il s'agit de certains délits communs, de gens souvent plus malheureux que coupables, ou dont la punition n'est pas fort importante pour le repos de la Société, l'hôtel d'un ambassadeur peut bien leur servir d'asile, et il vaut mieux laisser échapper des coupables de cette espèce que d'exposer les ministres à se voir souvent troublés, sous prétexte de la recherche qu'on en pourrait faire. Mais s'il s'agit d'un coupable dont la détention ou le châtiment est d'une grande importance pour l'Etat, le Prince ne peut être arrêté par la considération d'un privilège qui n'a jamais été donné pour tourner un dommage et à la ruine des Etats. C'est donc au souverain de décider, dans l'occasion, jusqu'à quel point on doit respecter le droit d'asile qu'un ambassadeur attribue à son hôtel » (1).

Le baron de Martens déclarait : « Si la franchise de l'hôtel est une conséquence nécessaire de l'exterritorialité, ce serait attenter à l'indépendances des gouvernements que de vouloir étendre ce privilège jusqu'à permettre au ministre étranger d'arrêter le cours ordinaire de la justice du pays, en donnant asile dans un hôtel à des individus, nationaux ou étrangers, poursuivis à raison d'un délit ou d'un crime ; s'il est reconnu qu'un accusé s'est réfugié dans l'hôtel d'un ministre d'une

(1) VATTEL, *Le droit des gens*, livre XI, § 118.

puissance étrangère, le gouvernement peut, non seulement, en faisant cerner l'hôtel, empêcher le coupable de s'évader, mais encore, dans le cas où le ministre, bien que dûment sollicité par l'autorité compétente, se refuserait à son extradition, l'en faire enlever sur-le-champ et même de force » (1).

Un juriste espagnol, le marquis d'Olivart, dans son *Traité de droit international*, partageait la même opinion: « Les ambassades n'étant pas envoyées pour cacher les criminels, l'agent diplomatique doit les rendre aux autorités locales aussitôt qu'elles en demandent la remise; mais si, par un caprice, il refuse d'accomplir ce devoir, il n'y a pas de doute relativement à la légitimité du droit avec lequel les agents de l'autorité peuvent entrer dans la demeure, à condition cependant de garder les attentions et les respects dus à la représentation étrangère » (2).

Dans la préface de son livre sur le droit d'asile, M. Tobar y Borgono affirmait que l'ambition, la jalousie, la paresse, constituaient le plus souvent les véritables causes des délits politiques plutôt que le patriotisme et les soi-disant convictions politiques, et préconisait de rejeter le droit d'asile. Cette opinion valable, peut-être, pour certaines républiques sud-américaines, est entièrement fausse en ce qui concerne l'Europe.

En Espagne, au cours de la guerre civile de 1936, des milliers de gens qui n'avaient jamais fait de politique de leur vie, modèles de toutes les vertus familiales, mais dont les opinions n'étaient pas en complète harmonie

(1) DE MARTENS, *Le Guide diplomatique*, t. I, p. 12.

(2) OLIVART, *Tratado de Derecho Internacional publico*, t. II, § 75.

avec celles des gouvernants, furent sauvés, grâce au droit d'asile, des pires supplices.

Certains hommes d'Etat, certains auteurs, tout en reconnaissant qu'une pratique exagérée de l'asile, était sujette à critique, n'en défendaient pas moins, avec chaleur, le principe.

La Grande-Bretagne, par les voix de Sir James Mac-kintosh, en 1815; de Canning, en 1825; de Lord Palmerston, proclamait que l'asile diplomatique, devait faire partie du droit des gens.

« S'il est actuellement une règle, écrivait Lord Palmerston, dans une note adressée aux puissances, qui, plus que toute autre, ait été observée dans les temps modernes par tous les Etats indépendants, grands ou petits, du monde civilisé, c'est la règle de ne pas livrer les réfugiés politiques, à moins d'y être contraints par les stipulations positives d'un traité; et le gouvernement de Sa Majesté croit qu'il y a peu d'engagements de ce genre, si même il en existe. Les lois de l'hospitalité, les exigences de l'humanité, les sentiments naturels à l'homme se réunissent pour écarter de telles extraditions, et tout gouvernement indépendant, qui, de lui-même, en accorderait une de ce genre, serait à juste titre et universellement stigmatisé comme s'étant déshonoré ».

En application de ces principes, le consul d'Angleterre à Galatz, au cours de l'année 1867, accordait asile aux Israélites chassés de Moldavie, de Valachie et de Serbie.

Fish, Secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères des Etats-Unis, déclarait que puisque l'usage de l'asile existe, le représentant d'un Etat étranger ne

peut pas refuser de s'y conformer. Néanmoins, disait-il encore, l'asile constitue une cause d'ennuis pour les représentants dont les hôtels sont utilisés comme refuge, et un dommage pour les pays où il s'exerce, car l'asile encourage les conspirations et les complots.

Les juristes et les diplomates de l'Amérique latine, où l'asile continuait à être largement accordé aux réfugiés politiques, se montraient particulièrement favorables à son maintien et cherchaient même à le codifier par des accords internationaux, comme nous le verrons plus loin.

« Nous admettons, écrivait Charles Calvo, qu'au milieu des troubles civils qui surviennent dans un pays, l'hôtel d'une légation puisse et doive offrir un abri assuré aux hommes politiques qu'un danger de vie force à s'y réfugier momentanément ».

L'Institut de Droit international ne s'est jamais prononcé sur la question. A la session de Cambridge, en 1895, de profondes divergences apparurent; partisans et adversaires de l'asile se heurtèrent au cours de débats passionnés, mais l'Institut refusa de se compromettre et fit éluder la question.

Plus récemment, un adversaire pourtant déclaré du droit d'asile, M. Georges Scelle, avouait: « Avec les luttes intestines et les révolutions endémiques, l'utilité de l'asile renaît, et, indéfendable en droit international (1), il se justifie, au point de vue humanitaire, en droit des gens ».

(1) Pour M. G. Scelle, le droit d'asile est indéfendable en droit international, car il n'a aucune base juridique, vu le complet discrédit où est tombé la fiction d'exterritorialité.

M. G. SCELLE, *Chronique sur le droit d'asile*, dans *La Revue générale de droit international public*, 1912, pp. 623-624.

Malgré les très vives attaques qu'il subissait de la part des auteurs, le droit d'asile était respecté par les autorités.

En 1759, le duc de Ripperda, premier ministre de Philippe V, demandait refuge à l'ambassadeur d'Angleterre à Madrid. Le Gouvernement espagnol avait tout d'abord respecté le droit d'asile. Mais le duc de Ripperda, en remerciement de l'hospitalité qui lui était octroyée, avait révélé à l'ambassadeur certains secrets et trahi ainsi son pays. Le Conseil de Castille décidait aussitôt de ne plus respecter le droit d'asile, et de faire arrêter le duc. Cet incident souleva en Angleterre une émotion extraordinaire.

En Espagne surtout, les ambassades accordaient l'asile aux victimes et aux vaincus des luttes politiques, très fréquentes au cours du XIX^e siècle, lors des guerres carlistes.

Vers 1830, l'Espagne était déchirée par une guerre de doctrine; elle opposait au constitutionnalisme, représenté par la reine régente Marie-Christine, l'absolutisme, qu'incarnait Don Carlos. Un grand nombre de traits communs rapprochaient ce drame de celui de juillet 1936.

Le conflit devait durer très longtemps. Les Cristinos et les Carlistes menaient la lutte avec un acharnement impitoyable. On ne faisait presque pas de prisonniers. Chaque Espagnol, y compris les femmes et les enfants, combattait avec la dernière énergie pour son idéal et son drapeau, et montrait une audace folle (1).

(1) Au cours de cette guerre, les carlistes adoptaient une coiffure française, la boina ou béret, qui devait devenir la coiffure nationale des Basques.

Les troupes carlistes prenaient comme signe de ralliement la

Les pays absolutistes — Prusse, Autriche, Russie — se rangeaient du côté de Don Carlos pour lui fournir aides et encouragements. Les pays libéraux — France, Angleterre — étaient favorables à la reine Marie-Christine. En 1834 fut conclu un traité. La France, l'Angleterre, le Portugal, s'engageaient envers la reine Christine à lui venir en aide en cas de besoin.

C'est ainsi que les Anglais aidaient les cristinos à délivrer Bilbao de l'attaque des carlistes en transportant d'une rive à l'autre de l'estuaire les troupes commandées par un soldat de fortune, le général Espartero. La reine régente devait faire de ce dernier un comte de Luchana, ensuite un duc de la Victoire.

Il s'agissait bien d'une guerre de doctrines, d'une croisade idéologique. Le duc de Broglie, président du Conseil français, signalait le danger de cette division de l'Europe en deux camps ennemis et stigmatisait toute guerre idéologique.

Louis-Philippe, chef de la branche cadette, fils de Philippe-Egalité, qui avait voté la mort du roi Louis XVI, roi constitutionnel, étant monté sur le trône à la faveur d'une révolution, sentait que sa couronne serait ébranlée si les principes légitimistes triomphaient en Espagne. Il était condamné par ses origines à se poser en champion du libéralisme en Europe. Thiers était encore plus fermement convaincu que le roi lui-même, que le triomphe du légitimisme espagnol avec Don

« requete », mot qui s'applique à la sonnerie du cor par laquelle les chasseurs pyrénéens rallient leurs mentes, d'où le nom de « requetes », devenu d'actualité au cours de la guerre 1936-1939. Ils sont, sans aucun doute, avec les Allemands, parmi les meilleurs soldats du monde.

Carlos entraînerait la chute en France de la dynastie d'Orléans.

En 1835, Don Carlos paraissant l'emporter, Louis-Philippe envoyait en Espagne la légion étrangère, constituée depuis près de dix ans. Cette légion comprenait plus de six mille hommes, et était baptisée, pour le circonstance, de division auxiliar francesa. En 1836, on lui adjoignait un bataillon rassemblé à Pau.

Les pertes furent terribles. De plus de 7.000 hommes en 1835-1836, la division auxiliaire française ne comptait plus, en 1838, que 66 officiers et 183 hommes. Elle était commandée par le général Bernelle, le général Conrad, le lieutenant-colonel Rousset. Du côté carliste, luttant par conséquent contre les troupes françaises de Louis-Philippe, combattaient de nombreux basco-béarnais, commandés par le marquis de Villeneuve.

Louis-Philippe était un roi d'une intelligence remarquable et souple, de plus un politique avisé. Il eut la sagesse de ne pas s'engager à fond dans le conflit espagnol.

« Je connais les Espagnols, disait-il. Ils sont indomptables et ingouvernables pour les étrangers. Ils nous appellent aujourd'hui. A peine serons-nous en Espagne qu'ils nous détesteront et nous entraveront par tous les moyens. Ne nous mettons pas ce boulet aux pieds. Si les Espagnols peuvent être sauvés, il faut qu'ils se sauvent eux-mêmes ».

Louis-Philippe dut, dans ces conditions, se séparer de Thiers, partisan de l'intervention jusqu'au bout, ce en quoi il avait grand tort, surtout lorsqu'il s'agit des affaires espagnoles.

Ainsi, au cours de cette guerre, prélude de celle de 1936, les ambassades et légations de nombreux pays pra-

tiquèrent le droit d'asile, les unes en faveur des Cristinos, les autres des Carlistes.

En 1843, le chevalier d'Alborgo, chargé d'affaires du Danemark, ouvrait les portes de sa légation à de nombreux Espagnols accusés d'avoir comploté contre le gouvernement du général Espartero, en particulier au marquis de Casa-Irujo, plus tard duc de Sotomayor. Mais, le duc de Sotomayor, une fois au pouvoir et nommé ministre des Affaires étrangères, ne se souvint plus de cet asile dont il avait profité, quand, après l'insurrection du 26 mars 1848, il fit envahir la maison de celui qu'il avait nommé « Baron de l'Asile » pour y faire arrêter ses adversaires, parmi lesquels M. Salamanca qui, quelques années plus tôt, avait été son compagnon de conspiration et d'asile. Cet oubli impardonnable lui fut reproché par Lord Palmerston, quand le duc de Sotomayor protesta contre l'asile donné à ses adversaires par l'ambassadeur britannique à Madrid, Sir Henri Bulwer.

Quelque trente ans plus tard, en 1873, le ministre des Etats-Unis à Madrid offrait un refuge à M. Castro, et faisait remarquer à son gouvernement que c'était un usage indiscuté à Madrid d'accorder protection aux réfugiés politiques dans les ambassades et légations.

La même année, après l'abdication du roi Amédée, le maréchal Serrano, voyant sa vie en danger, demandait asile à l'ambassadeur de Grande-Bretagne, M. Loyard. Celui-ci l'accompagnait jusqu'à Santander, afin de lui permettre de se réfugier en France.

Au Portugal, pendant la Révolution de 1910, qui provoqua la chute de la monarchie, des légations accordèrent l'asile à des royalistes et à des prêtres. On doit

noter, au cours de cette révolution, un incident fort significatif qui montre bien le respect qu'imposent les immunités diplomatiques et le droit d'asile. A Lientra, des révolutionnaires voulaient pénétrer dans un collège catholique, où résidait le nonce du pape, Mgr Tonte, doyen du corps diplomatique, en vue de rechercher des armes et surtout des réfugiés. Le nonce, excipant de son caractère diplomatique, avait interdit l'entrée de son hôtel. Les républicains, alors, hésitèrent à faire irruption par force dans le bâtiment et, contrairement à toute attente, ils parlementèrent avec le nonce. Leur chef demandait simplement que l'un d'entre eux fut autorisé à pénétrer à l'intérieur du collège pour s'assurer qu'il n'abritait pas un dépôt d'armes et de munitions. Mgr Tonte accéda à cette demande et l'affaire fut réglée sans incident.

Les pays de l'Amérique du Sud et de l'Amérique Centrale ont toujours été favorables au droit d'asile diplomatique. L'honneur, la chevalerie et la courtoisie, vertus propres aux pays hispano-américains, expliquent la survivance de l'asile. Les révolutions plus fréquentes sur ce continent qu'ailleurs, y sont aussi pour quelque chose.

Certaines républiques sud-américaines essayèrent même de codifier le droit d'asile.

Le premier essai de réglementation eut lieu au Pérou, en 1865, à la suite du refuge accordé au général Causico, par M. Robinson, ministre des Etats-Unis à Lima. Le corps diplomatique accrédité auprès du Gouvernement péruvien arrêta, le 19 mai, mais sans l'assentiment du ministre des Etats-Unis, les termes d'un accord.

Les délits politiques bénéficiaient seuls du droit d'asile, et encore avec la plus grande réserve. En outre, l'asile devait être réduit au temps strictement nécessaire pour que le réfugié puisse se mettre en sûreté d'une autre manière.

Le 6 novembre 1867, nouvel incident. M. de Lesseps, représentant la France au Pérou, avait donné asile à plusieurs partisans du général Pezet, entre autres au général Don Manuel Ignacio Vivanco et à MM. Pedero, José Calderon, Jorge Loaysa et Pedro José Carillo. Le Gouvernement péruvien les réclamait pour les faire passer devant un conseil de guerre, mais M. de Lesseps, d'accord avec M. Drouyn de Lhuys, Ministre des Affaires étrangères de l'Empereur Napoléon III, refusa de les livrer.

Le ministre français, dans sa réponse au ministre des Affaires étrangères péruvien, pour motiver son refus, insistait sur l'intérêt qu'il y aurait à signer un accord réglementant d'une façon définitive la pratique de ce droit « Sud-Américain », afin de conjurer dans l'avenir les difficultés et les erreurs.

Il invitait, en outre, M. Pacheco, ministre des Relations extérieures du Pérou, à réunir le corps diplomatique. Cette réunion eut lieu le 15 janvier 1867, en présence des agents diplomatiques de France, d'Italie, d'Angleterre, de Bolivie, du Brésil et du Chili.

Le Gouvernement péruvien demandait la suppression de l'asile, comme contraire aux principes du droit international. Le corps diplomatique était dans sa majorité favorable au droit d'asile et combattait avec beaucoup d'énergie la proposition présentée par M. Pacheco.

Personne ne voulant céder, tout le monde restant sur ses positions primitives, aucun résultat positif ne s'ensuivit.

La convention de Montevideo, du 23 janvier 1899, conclue entre la République Argentine, la Bolivie, le Paraguay, le Pérou et l'Uruguay, devait donner des résultats plus sensibles. Le Brésil et le Chili se refusaient à ratifier cette convention.

Voici d'ailleurs les articles du titre II de cette convention qui se réfèrent au droit d'asile :

ARTICLE 15. — Aucun délinquant asilé dans le territoire d'un Etat ne pourra être remis aux autorités d'un autre Etat sans s'en tenir aux règles de l'extradition.

ARTICLE 16. — L'asile est inviolable pour ceux qui sont poursuivis pour des délits politiques, mais la nation de refuge a le devoir d'empêcher que les asilés réalisent dans son territoire des actes qui puissent mettre en danger la paix publique de la nation contre laquelle ils ont commis le délit.

ARTICLE 17. — Le coupable de délits communs qui se réfugierait dans une légation devra être remis par le chef de celle-ci aux autorités locales; moyennant l'intervention du Ministre des Affaires étrangères, s'il ne fait pas la remise spontanément.

Ledit asile sera respecté par ceux qui sont poursuivis pour les délits politiques; mais le chef de la légation est obligé de porter immédiatement le fait à la connaissance du gouvernement de l'Etat auprès duquel il est accrédité; celui-ci pourra exiger que le poursuivi soit mis hors du territoire national, dans le plus bref délai.

Le chef de la légation pourra exiger, à son tour, les garanties nécessaires pour que le réfugié sorte du territoire national, ceci en respectant l'inviolabilité de sa personne.

Le principe même s'observera pour les asilés dans les bateaux de guerre mouillés dans les eaux territoriales d'un Etat.

ARTICLE 18. — Ne seront pas compris dans la règle établie dans l'art. 15, les déserteurs de la marine de guerre mouillée dans les eaux territoriales d'un Etat.

Ces déserteurs, sans distinction de nationalité, devront être remis, par l'autorité locale, à la demande de la légation ou, à défaut de celle-ci, de l'agent consulaire respectif, moyennant la preuve de l'identité de la personne.

Au cours de ce congrès, le délégué de la République Argentine faisait un éloquent exposé des traditions et des pratiques libérales des pays américains, à propos de l'asile octroyé aux délinquants politiques, et concluait à son maintien (1).

La Convention de Montevideo ne faisait que codifier un état de fait déjà existant, car, au cours du xix^e siècle, — époque fertile en luttes civiles dans les républiques latino-américaines —, l'asile diplomatique avait été d'une utilité indéniable.

Les Etats-Unis n'ont jamais reconnu l'asile diplomatique à l'intérieur de leur territoire. En ce qui concerne leurs ambassades à l'étranger, ils se sont toujours montrés hostiles au droit d'asile, malgré quelques exceptions en Espagne, dans l'Amérique du Sud et en Amérique Centrale.

(1) ALVAREZ, *Le Droit international américain*, pp. 74 et suiv.

C'est ainsi qu'au Chili, en 1891, plusieurs partisans du président Balmaceda se réfugiaient à la légation des Etats-Unis. Malgré toutes les menaces formulées par les rebelles, M. Egan, ministre des Etats-Unis, refusait de les livrer.

En 1905, la légation des Etats-Unis en Haïti, donnait asile à un citoyen américain de Port-au-Prince, M. Cameau, qui alléguait que sa liberté personnelle était en danger. Le secrétaire d'Etat blâmait l'acte de son ministre et déclarait que pour accorder l'asile il ne suffit pas de s'en rapporter aux allégations de celui qui le demande, mais qu'il faut encore des preuves évidentes que la vie de l'intéressé est menacée d'un péril imminent.

Trois ans plus tard, en 1908, dans la République de Haïti, à la suite du refuge accordé à de nombreux révolutionnaires haïtiens dans les consulats et les légations étrangers, plusieurs gouvernements américains et européens décidaient de restreindre le droit d'asile.

Les Etats-Unis, Cuba, le Mexique, la Grande-Bretagne, la France, supprimaient l'asile diplomatique pour les sujets haïtiens, en ne le laissant plus subsister que pour leurs nationaux et les autres étrangers. Le gouvernement de Haïti, mécontent de cette mesure, demandait la suppression de l'asile dans les légations et les consulats pour tous les étrangers, aussi bien que pour ses propres citoyens. En dépit de la décision prise en 1908 par le gouvernement haïtien, le président de la République d'Haïti, M. Sam, craignant pour sa vie, se réfugiait, au mois de juillet 1915, avec sa famille, à la légation de France; mais la population, furieuse des massacres que le président avait ordonnés, parvenait à enva-

hir la légation française et à enlever M. Sam, qu'elle mettait immédiatement à mort.

Une convention très importante, était conclue le 20 février 1928, à La Havane, par les représentants des Etats suivants: Pérou, Uruguay, Equateur, Bolivie, Venezuela, Colombie, Chili, Brésil, Argentine, Paraguay, Panama, Salvador, Guatemala, Nicaragua, Honduras, Costa-Rica, République Dominicaine, Cuba, Haïti, Mexique, Etats-Unis.

Les Etats-Unis signaient cette convention en faisant certaines réserves. En particulier, ils ne reconnaissent pas le droit d'asile comme partie intégrante du droit international. C'est ainsi que, dans les instructions envoyées à leurs agents diplomatiques, les Etats-Unis indiquaient qu'ils ne favorisaient ni encourageaient le « soi-disant droit d'asile ».

La convention de La Havane était, dans ses grandes lignes, la reproduction du chapitre XII, livre IV, du projet de Code de droit international public, élaboré en 1912 par le jurisconsulte brésilien Eptassio Pessoa.

Cette convention réglementait comme suit le droit d'asile:

ARTICLE PREMIER. — Il n'est pas permis aux Etats de donner asile dans les légations, navires de guerre, campements ou aéronefs militaires, aux personnes accusées ou condamnées pour délits communs, ni aux déserteurs de terre ou de mer.

Les personnes accusées ou condamnées pour délits communs qui se réfugient dans l'un des endroits signalés dans le paragraphe précédent devront être remises aussitôt que l'exigera le gouvernement local.

Si les susdites personnes se réfugient sur le territoire étranger, leur remise sera faite par voie d'extradition et seulement dans les cas et les formes établis par les traités et conventions respectifs ou par la constitution et les lois du pays de refuge.

ARTICLE 2. — L'asile des criminels politiques dans les légations, sur les navires de guerre, dans les campements ou sur les aéronefs militaires sera respecté dans la mesure dans laquelle, comme un droit ou par tolérance humanitaire, l'admettraient la coutume, les conventions ou les lois du pays de refuge et d'accord avec les dispositions suivantes :

— *Premièrement* : L'asile ne pourra être accordé sauf dans les cas d'urgence et pour le temps strictement indispensable pour que le réfugié se mette en sûreté d'une autre manière.

— *Deuxièmement* : L'agent diplomatique, le chef du vaisseau de guerre, du campement ou de l'aéronef militaire, immédiatement après avoir accordé l'asile, le communiquera au ministre des Relations extérieures de l'Etat du réfugié, ou à l'autorité administrative de l'endroit si le fait était arrivé hors de la capitale.

— *Troisièmement* : Le gouvernement de l'Etat pourra exiger que le réfugié soit mis hors du territoire national dans le plus bref délai possible ; et l'agent diplomatique du pays qui aurait accordé l'asile pourra, à son tour, exiger les garanties nécessaires pour que le réfugié sorte du pays, l'inviolabilité de sa personne étant respectée.

— *Quatrièmement* : Les réfugiés ne pourront être

débarqués sur aucun point du territoire national, ni dans un endroit trop rapproché de celui-ci.

— *Cinquièmement*: Pendant que dure l'asile, il ne sera pas permis aux réfugiés de faire des actes contraires à la tranquillité publique.

— *Sixièmement*: Les Etats ne sont pas obligés de payer les dépenses pour celui auquel ils accordent l'asile.

ARTICLE 3. — La présente convention n'affecte pas les engagements acquis antérieurement par les parties contractantes en vertu d'accords internationaux.

ARTICLE 4. — La présente convention, après avoir été signée, sera soumise aux ratifications des Etats signataires. Le gouvernement de Cuba est chargé d'envoyer des copies légalisées authentiques aux gouvernements pour leur ratification. L'instrument de la ratification sera déposé aux archives de l'Union Panaméricaine, à Washington, qui notifiera de ce dépôt les gouvernements signataires; cette notification aura force d'échange de ratification. Cette convention restera ouverte à l'adhésion des Etats non signataires.

Nous ne mentionnerons la convention de Montevideo (1933) que pour mémoire, car ses articles, au nombre de neuf, se réfèrent plutôt à la procédure du droit d'asile qu'à l'adoption de règles nouvelles.

CHAPITRE II

Le Droit d'Asile au cours de la guerre civile d'Espagne (1936-1939)

Dès les premiers jours de la Révolution espagnole, les ambassades et légations de seize pays admirent des réfugiés. Ces pays étaient les suivants :

Argentine;
Bolivie;
Chili;
Pérou;
Cuba;
Panama;
République Dominicaine;
Mexique;
Belgique;
Pays-Bas;
Norvège;
Pologne;
Roumanie;
Turquie;
France;
Chine.

Deux ambassades — celles de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis — se refusèrent aux admissions générales et n'abritèrent dans leurs bâtiments que de très rares privilégiés.

C'est avec l'entrée des premiers réfugiés que commencèrent les incidents.

On se trouvait au cœur de l'été, où la chaleur, surtout à Madrid, est torride, étouffante. Les troupes fidèles au Gouvernement républicain n'avaient pu empêcher les armées nationalistes, celles du nord et du sud, d'opérer leur jonction à Badajoz, clef de la frontière portugaise.

Pour essayer de parer à ce grave échec, les miliciens ne parvenaient pas à enlever le fameux Alto del León, dans la sierra de Guadarrama. Dans cette atmosphère accablante de défaite, jointe à l'angoisse causée par les dénonciations, les perquisitions et les fouilles sans répit, les exécutions multiples, la capitale s'agitait dans des convulsions de panique, de nervosité et de barbarie.

La populace, excitée par les manchettes des journaux, *saccageait la légation du Mexique, malgré les sympathies actives de ce pays pour les gouvernements.* Les trois sœurs du vice-consul de l'Uruguay, *Mlles Consuelo, Dolorès et Maria Aguiar, étaient assassinées. Ce crime amenait la rupture des relations diplomatiques entre l'Espagne gouvernementale et l'Uruguay.* Une note sévère de la République Sud-Américaine déclarait « que le gouvernement de Madrid n'avait pas les moyens d'empêcher la violation du droit international et celle de la morale universelle ».

Mais c'est la haine contre le Portugal, l'Allemagne et l'Italie, pays favorables au général Franco, qui dominait la masse.

Le 24 octobre 1936, le Portugal rompait ses relations diplomatiques avec l'Espagne légale, en alléguant la **violation de son ambassade**.

L'Italie et l'Allemagne prenaient une décision semblable.

Le 8 novembre, devant l'arrivée des troupes du général Franco aux portes de Madrid, le gouvernement de Largo Caballero se transportait à Valence.

A cette date, le doyen du corps diplomatique accrédité à Madrid, l'ambassadeur du Chili, rendait visite au général Miaja, président de la Junte de Défense de la capitale, pour lui déclarer que le corps diplomatique décidait de rester à Madrid et lui demander la sécurité des otages et des prisonniers. De leur côté, les membres du Tribunal des Garanties et du Collège des Avocats accouraient auprès de l'Ambassadeur du Chili pour solliciter son appui au cas où les Nationaux entreraient à Madrid. Celui-ci le promit, à la condition expresse que personne ne fût condamné à mort ou bien fusillé.

Le 19 novembre, l'Allemagne et l'Italie reconnaissaient le gouvernement du général Franco. Le danger d'assaut de toutes les missions diplomatiques se précisait. Toutes les ambassades et légations songeaient à organiser la sauvegarde de leurs asilés. L'attaché militaire de la Mission diplomatique française, le colonel Morel, s'occupait de la défense de l'ambassade de France.

La populace donnait l'assaut à l'ambassade d'Italie, mais, heureusement, il n'y avait plus personne. Le 25 novembre, elle encerclait l'ambassade d'Allemagne, coupant les gens qui s'y trouvaient d'avec le monde extérieur.

Lorsqu'au commencement de la guerre civile la représentation diplomatique allemande partit avec les sujets de leur pays résidant à Madrid, tout un groupe d'Espagnols chercha refuge dans l'hôtel de l'ambassade, sous la direction d'un citoyen allemand, M. Meyer.

Toutes les ambassades, en particulier celle du Mexique, reçurent un angoissant appel au secours de M. Meyer et des asilés.

L'ambassadeur du Mexique à Madrid envoya aussitôt le secrétaire d'ambassade, M. Nibon, avec l'ordre de tout tenter pour sauver les assiégés ou, du moins, ceux dont le Mexique se chargeait.

Quand M. Nibon arriva à l'ambassade d'Allemagne, il trouva celle-ci envahie par des miliciens qui gardaient les réfugiés. Il réclama toutes les personnes dont il avait la charge. Les miliciens se refusèrent à les lui livrer. Alors, résolument, revolver au poing, il appela les asilés qui devaient partir avec lui. Les protégeant avec son arme, se faufilant à travers les groupes, il réussit à les conduire jusqu'à son auto qui se trouvait devant la porte de l'ambassade.

Une fois l'auto partie, les miliciens qui, tout d'abord, avaient été surpris par la conduite énergique de ce diplomate, réagirent. Des individus, montant dans une voiture, se mirent à la poursuite de M. Nibon, tout comme dans un film de gangsters américains. Après une course folle, ils parvinrent à atteindre et à arrêter l'envoyé du Mexique. Mais M. Nibon saisit une nouvelle fois son revolver, disant : « Vous me tuerez plutôt que de m'enlever un seul réfugié ». Les miliciens, surpris encore par tant de courage, reculèrent de quelques pas.

M. Nibon ajouta : « C'est mieux ainsi, soyez raisonnables ».

Et il monta dans l'auto avec ses réfugiés. Il venait de sauver la vie à plusieurs personnes, en particulier à des membres d'une grande famille espagnole, la famille Espinosa de los Monteros.

Certains représentants des missions diplomatiques, réquisitionnés pour le sauvetage des réfugiés de l'ambassade d'Allemagne, arrivèrent trop tard quand toute bonne volonté devient inutile. D'autres manquèrent d'énergie. Quelques missions n'envoyèrent même pas de représentants, si bien qu'un grand nombre d'asilés tombèrent aux mains de leurs ennemis.

Les journées qui suivirent le sac de l'ambassade d'Allemagne furent des journées d'inquiétude nerveuse, d'angoisse dans les ambassades et légations où se trouvaient des asilés.

Les meneurs politiques et syndicalistes, dans de nombreux meetings, promettaient à leur auditoire d'en finir au plus vite avec les asilés.

La presse excitait journellement les masses à une irruption dans ces « terriers où il ne fallait pas laisser un lapin vivant ». Un journal, *l'Heraldo* de Madrid, proposait une solution qui ne manquait certes pas d'aménité pour les réfugiés; on devait couper l'électricité, l'eau et le gaz aux ambassades, tout en surveillant les moindres issues, afin qu'il n'y entrât ni le moindre croûton de pain, ni le plus petit morceau de charbon.

Lorsque les quotidiens parvenaient dans les ambassades et légations, il se trouvait toujours un réfugié pour demander le plus innocemment du monde: « Quelle mort nous proposent aujourd'hui ces chers petits anges ».

Un dimanche, on avait vu la Passionaria, noire, austère, farouche, conduire un cortège de vingt mille fem-

mes, sous des banderolles rouges qui portaient les slogans de la Révolution: « Il vaut mieux être la veuve d'un héros que la femme d'un lâche », — « Il est préférable de mourir debout que de vivre à genoux ». Devant chaque ambassade, devant chaque légation, la procession rouge piétinait sur place plusieurs minutes, chantait *l'Internationale* et scandait: « A mort les asilés ! »

Vers la fin du mois de novembre, la légation de Finlande était assaillie par des miliciennes. Celles-ci, au fur et à mesure de leurs investigations à travers les pièces de la légation, s'emparaient de l'argent qu'elles trouvaient et des objets d'art qui leur plaisaient. Elles choisissaient et dédaignaient à l'occasion. Dans leur rage contre les asilés, certaines mégères crevaient les tableaux et brisaient les meubles. Des camions utilisés par la Garde d'Assaut arrivèrent ensuite devant la porte, ce qui montre bien que le Gouvernement était au courant de l'opération. Cette fois, avec l'aide de miliciens portant la casquette russe avec l'étoile rouge, des blousons de skieurs, elles frappaient avec la crosse des revolvers les asilés.

Les miliciennes adoraient particulièrement le jeu suivant, qui consistait à appuyer contre la nuque le canon du fusil en criant :

— Canailles !

— Cochons de fascistes!... et autres aménités.

Pourtant le jour de l'assaut de la légation de Finlande, un asilé de marque réussissait à s'échapper. Il s'agissait de l'écrivain Sanchez Mazas, un des propagandistes les plus ardents et les plus sympathiques de la Phalange Espagnole. C'était d'ailleurs la seule personnalité importante de la légation. Cette nouvelle violation

d'un principe de droit pourtant reconnu par tous les gouvernements, provoquait une réunion rapide du corps diplomatique. Celui-ci faisait entendre une protestation véhémement auprès des autorités rouges. Entre temps, il faisait une étrange découverte.

Le consul de Finlande avait quitté l'Espagne, avec sa famille, au commencement de la guerre civile. Il commandait à divers employés, espagnols pour la plupart, parmi lesquels un certain M. Cachero, préposé aux écritures, avec le titre de Secrétaire honoraire de la Légation de Finlande.

Après le départ du consul, Cachero, dont les sympathies pour les marxistes étaient bien connues, vit tout le bénéfice qu'il pouvait retirer de la situation. Il se nomma lui-même chargé d'affaires de Finlande, et ouvrit le local de la légation, situé rue de Quintana. Le portier et un de ses beaux-frères lui servaient d'aide. L'officine était alors prête à fonctionner. Les réfugiés venaient nombreux. Cachero tirait d'eux tout ce qu'il pouvait. Cela dépendait de leur nom, de leur situation, de leur état de fortune, de leur famille. Tout ceci en dehors de la pension que chacun devait payer. C'était la première fois que l'on voyait ainsi fonctionner une pension de famille pour asilés.

Des admissions coûtèrent quinze mille pesetas. D'autres dix mille. Toutes se faisaient argent comptant. Mais que n'aurait-on pas donné pour avoir la vie sauve? La spéculation devenait de jour en jour plus répugnante, tandis que Cachero trafiquait et s'enrichissait.

Le corps diplomatique décidait, au cours de leur réunion d'urgence, de fermer et de supprimer la légation de Finlande. La Turquie prenait les locaux de l'ancienne légation sous sa protection.

Les hôtels particuliers des diplomates étrangers recevaient, eux aussi, la visite des miliciens. On avait même assassiné le baron Borchgrave, de la légation belge, dans son appartement privé. Ce crime soulevait une émotion extraordinaire. Devant l'injonction comminatoire du corps diplomatique tout entier, le gouvernement de Valence acceptait de verser l'indemnité d'un million de francs belges. L'affaire avait même failli venir devant la Cour permanente de justice internationale de La Haye, car on se demandait s'il n'y avait pas eu de complicité officielle ou semi-officielle. L'enquête permettait d'apprendre que le crime avait été commis par une section spéciale de l'Internationale communiste (1).

En prévision de l'imminence de nouveaux assauts, l'ambassadeur du Mexique publiait une note ainsi conçue :

1° Comme ambassadeur du Mexique, j'ai un grand nombre de réfugiés. Je ne me suis pas occupé des opinions politiques de ceux qui me demandaient asile ;

(1) On n'a jamais pu citer à la charge du gouvernement nationaliste des crimes de ce genre commis contre les agents diplomatiques résidant en Espagne ou contre les membres de leur famille. Il a toujours fait preuve d'une extrême courtoisie à leur égard. C'est ainsi qu'en novembre 1937, Mme Noguès, fille de M. Delcassé, qui allait rejoindre à Rabat le général Noguès, résident général de France au Maroc, ayant subi une forte tempête en Méditerranée, se vit dans l'obligation de faire escale à Tanger, afin de regagner Rabat par la zone du Maroc espagnol. Le Haut-Commissaire du gouvernement nationaliste à Tétouan la fit accompagner par un officier espagnol durant la traversée de la zone espagnole.

Les honneurs militaires lui étaient rendus à l'entrée et à la sortie de chaque localité, de même qu'à la porte de chaque édifice public, où un corps de garde lui présentait les armes.

2° Tous les hébergés, contrôlés et surveillés par moi, ne possèdent ni armes, ni explosifs ;

3° Pour toute action du gouvernement ou de la police contre cette ambassade, l'emploi de la force publique sera inutile. Il suffira d'une communication écrite et régulière pour satisfaire à tout moment aux demandes des autorités qui, d'autre part, prendront sur elles la responsabilité de leur action ;

4° Le peu d'armes dont je dispose ne pourra jamais été utilisé contre l'autorité. Elle constitue une réserve, qui, dans les circonstances actuelles, prévient contre toute violence de groupes irresponsables qui voudraient exercer des actes agressifs contre la Mission, ou quelque-une de ses dépendances. Ceci, dans l'attente des forces que le gouvernement doit mettre à notre disposition, forces qui, jusqu'à ce moment, ne nous ont pas abandonnées ».

Quelques journaux, en insérant la communication de l'ambassadeur du Mexique, l'accusèrent d'être un fasciste dangereux. Pourtant, dans la partie accessoire de sa déclaration, l'ambassadeur rappelait qu'il avait participé à de nombreuses révolutions dans son pays et qu'il était gagné depuis longtemps aux idées marxistes.

L'Argentine, par l'intermédiaire de son ministre des Affaires étrangères, le docteur Saavedra Lamas, entamait directement avec le Gouvernement républicain des pourparlers pour l'évacuation de ses asilés. Ces négociations se déroulaient au moment où le général Franco avait arrêté l'avance de ses armées sur Madrid, pour les lancer sur le front nord et essayer de percer la ceinture de fer de Bilbao.

On déclarait dans tous les milieux que les réfugiés de la République Sud-Américaine seraient rapidement exécutés. L'accord, au dire de certains, s'était établi sur l'échange d'un asilé contre un bœuf frigorifié.

Les vivres commençaient à manquer. Les réserves diminuaient, et, chaque jour, de nouveaux asilés arrivaient. C'était un problème des plus compliqués que de donner à manger, dans une ville assiégée, aux deux mille réfugiés de l'ambassade de France, aux trois cents de l'ambassade d'Argentine et à tous les autres. Il fallait tromper sa faim avec un peu de riz et quelques pois chiches. Les mieux approvisionnés, parmi eux, les réfugiés de France, mangeaient à peine. A l'ambassade de France, une assiette de lentilles, de choux-fleurs ou de riz constituait le plat journalier.

Tout le monde était dégoûté par la trinité de la cuisine ibérique : riz, huile, ail. Encore l'huile se faisait de plus en plus rare et n'allait pas tarder à manquer. Ah ! si une bonne fée avait pu apporter en cachette, dans chaque ambassade, du lait, des œufs et du beurre à discrétion.

La ration de pain noirâtre, quand il y en avait, était invraisemblable. Un asilé de l'ambassade d'Argentine nous racontait que, chaque dimanche, quelques vagues copeaux de morue servaient à donner au riz un arrière-goût de matelote.

Tous les réfugiés devaient défendre âprement leur trésor le plus cher qui consistait, dans l'hypothèse la plus favorable, en une savonnette, une brosse à dents, une serviette à toilette. Une bouteille de cognac, de whisky, étaient d'un prix inestimable. Il fallait avoir l'autorisation du médecin pour obtenir un œuf, un peu de sucre ou de beurre.

A la légation de Roumanie, un os de jambon ou une tranche de saucisson étaient réservés pour les jours de fêtes.

Lorsque la faim tenaillait les estomacs les plus endurcis, les réfugiés pensaient alors à ces fameuses auberges espagnoles où, dans un décor pittoresque, envahi par des milliers de mouches, la senteur du vin se mêle à celle de l'huile, de l'ail, de la morue et des sardines frites, tandis qu'au-dessus de vos têtes, pendus aux poutres, apparaissent des chapelets de boudins écumant d'huile, des grappes de saucissons aux piments, des saucisses et des jambons ventrus saupoudrés de poivre rouge.

Jacinto Miquelarena cite, dans son beau livre, *Traqué dans Madrid*, le trait suivant : « A table, une charge importante était celle de répartiteur de l'ordinaire. Je m'en acquittai quelque temps durant, avec un succès passable. J'étais incorruptible. Lorsque quelqu'un s'approchait de moi, dans les derniers instants précédant chaque repas, pour me persuader qu'une vieille amitié devait en quelque façon influencer sur les rations alimentaires, ma réponse était toujours la même :

— Parce que c'est toi, j'accompagnerai le décompte de pois chiches qui te revient, en stricte justice, d'une chaleureuse accolade. Les effusions, mieux que les légumes, font la preuve de l'amitié ».

Joseph Kessel décrivait ainsi la misère sordide qui accablait Madrid :

« Quand je ferme les yeux, je revois dans leurs rues les mêmes visages tirés par la faim, les mêmes enfants débiles, les mêmes vêtements ternes et rapés, les mêmes

files étirées devant les centres de ravitaillement. Et partout, des maisons éventrées, effondrées, transparentes ».

Les asilés étaient si nombreux qu'on ne pouvait les admettre tous. La moitié de Madrid aurait sans aucun doute sollicité son admission, ce qui n'était guère possible.

Chaque asilé, avec son drame personnel, ses chefs de poursuite, empirait la situation des autres. Malgré ce, leur nombre était si grand que le personnel des ambassades et des légations avait dû les installer au petit bonheur.

On dormait partout, dans presque toutes les pièces, dans les corridors, dans les escaliers, dans les dépenses, jusque dans les sous-sols.

Un des docteurs, chargé d'une enquête, faisait dans un de ses rapports la description suivante de ces dortoirs improvisés dans les sous-sols :

« Sur le sol, on devinait, plutôt qu'on ne voyait, des matelas de bourre, des serviettes sales, des chaussettes, des mégots, des journaux pêle-mêle ; aux murs, des photographies de femmes, de stars de cinéma, un portrait d'enfant le jour de sa première communion, une Vierge de Lourdes, une autre du Pilar ; dans l'air, une terrible odeur de fauve ; le tout dans une quasi-obscurité ».

Jacinto Miquelarena rapporte dans son livre précédemment cité, qu'il couchait dans la chancellerie de l'ambassade d'Argentine. En fait de meubles, il n'avait à sa disposition que des piles de vieux protocoles et des brochures, des caisses remplies de ces livres bleus, blancs ou jaunes, que publient tous les ministères d'Affaires étrangères du globe. Mais sa chambre possédait une fenêtre qui donnait dans une ruelle sinieuse,

partant du Paseo de la Castellane. Il entendait, le mur étant fort mince, tout ce qui se passait dehors.

Cette ruelle était le théâtre de toute une petite circulation clandestine. Éclairée par quelques vagues réverbères, elle éveillait le souvenir de la rue Sans-Joie, le film célèbre de Pabst. Chaque nuit, cette rue se remplissait de bruits confus, de voix qui appelaient, de bruits de pas, des aboiements de quelque chien errant.

M. Miquelarena avait remarqué que les passants attardés sifflaient presque tous l'*Internationale*, comme pour se donner du courage et se préserver de l'hostilité des ombres. Il entendait aussi, par intervalles, une femme qui répétait inlassablement les mêmes mots :

— Dis-donc, l'ami... tu n'as pas une cigarette?

« Et, tout à coup, l'arrivée d'une auto bestialement accélérée, hérissée de cris. Le grand coup de frein, juste là, sous ma fenêtre. Qui était ce qui demandait la pitié, qui jurait qu'il n'avait rien fait, qui appelait sa mère, et qui, à la fin, lâchait, une et cent fois, chaque fois avec plus de furie, les syllabes « assassins » ? C'était une voix d'adolescent, effilée, qui entraînait comme un poignard dans la nuit, et que n'entendrait plus cette mère qu'il réclamait à son agonie. Une voix que n'entendrait plus personne au monde. Les balles la fauchèrent comme un épi de blé.

« J'entendis encore, sec, le coup de grâce : Tout cela s'était passé si près de moi, de l'autre côté du mur ; si près de moi s'attardaient ceux de l'automobile, que je n'osais même pas respirer.

« Quelques minutes après, le silence revenait. J'étais demeuré pétrifié sur mon grabat. Je ne crois plus avoir rien pensé de distinct. A mon épouvante des premiers

moments avait succédé une espèce d'anesthésie, de chaos sidéral, qui m'enveloppait le front comme un turban. Je me rappelais un hameau de Hollande, et, sans transition, un autre du Portugal. Je me récitais en vers de la Poétique apprise au collège. Je me tracassais de ne pas retrouver comment se dit « hirondelle » en anglais ».

Et ainsi, pendant des nuits et des nuits. Au début, on y fait attention. Ensuite, on dort de toutes façons. Cris de détresse, d'angoisse. On s'habitue à tout.

Ne croyez pas que M. Jacinto Miquelarena exagère. Voici le témoignage de l'aviateur anglais M. H. Oloff de Wet. Pilote de la R. A. F., Oloff s'était découvert une vive aversion pour la discipline et, à la suite d'un très grave accident, avait donné sa démission pour s'engager dans l'aviation de chasse républicaine, où il accomplissait mille exploits. Arrivé à Madrid, il écrivait sur cette ville les lignes suivantes : « Désormais, le coucher du soleil s'accompagnait d'une atmosphère d'appréhension très pénible. La nuit une fois venue, les rues non éclairées, les passages obscurs, nous semblaient dissimuler, aux aguets, la mort sinistre, prête à bondir sur sa prochaine victime. Les cavités des portes, les coins sombres, les ombres projetées paraissaient avoir une signification terrifiante. Je me hâtai de parcourir les rues désertes en ayant soin de rester bien au milieu de la chaussée, tandis que ma main droite serrait, dans ma poche, la crosse de mon pistolet Mauser ».

Quelquefois, il s'opérait des échanges de réfugiés entre les ambassades. Ces translations avaient lieu pour des raisons spéciales. Une ambassade préférait des asilés jeunes et sportifs. Une autre les désirait d'un cer-

tain âge. Une troisième ne voulait aucun militaire. Une quatrième accordait sa protection uniquement aux dames, et une dernière ne consentait à recevoir que des familles.

On enregistrait des incidents parfois assez graves, principalement dans les ambassades et légations Sud-Américaines, exception toutefois pour les ambassades d'Argentine, du Pérou et de Bolivie.

L'ambassadeur du Mexique avait été remplacé par M. Negri. Ce dernier ne pouvait souffrir les asilés en général, surtout ceux affiliés à des partis nationaux. Il ne leur épargnait aucune vexation. Le personnel de l'ambassade, suivant l'exemple du maître, les traitait avec dureté et lésinait même sur leur nourriture. Au contraire, on n'avait que des égards pour les réfugiés rouges.

L'ambassade du Mexique réussissait à amener en France un asilé de marque, Pedro Rico, maire de Madrid, dont l'activité déplaisait aux syndicalistes et à la Fédération Anarchique Ibérique.

Pedro Rico abandonnait Madrid sous le siège d'une grande auto, destinée aux services de l'ambassade. Il parvenait, grâce à l'aide des Mexicains, à sortir sans trop de dommages pour sa personne de son inénarrable équipée.

A l'ambassade du Chili et à la légation de la République dominicaine, plusieurs jeunes gens, se disant radicaux ou bien socialistes, semaient la terreur parmi la population. Ils se livraient à des plaisanteries déplacées à l'égard des dames de l'asile. Le personnel de l'ambassade et de la légation avait été obligé d'intervenir maintes fois, menaçant de les expulser si besoin s'en faisait sentir.

Un matin, se présentait à l'ambassade d'Argentine un homme d'une trentaine d'années, véritable gentleman farmer, qui vivait sur ses terres, à Mocejón, dans la province de Tolède. Il avait été incarcéré dans son village, puis avait réussi à s'évader. A Madrid, il errait de refuge en refuge.

Il se nommait Christophe Carvajal Colomb et était le descendant direct du grand navigateur. Son père, le duc de la Vega, était en prison. Son oncle, le duc de Veragua, était aussi en prison. Tout le corps diplomatique, en particulier les Missions hispano-américaines, accomplissaient démarches sur démarches, en vue de les faire libérer. Le nom de Colomb importait bien peu à la multitude et au gouvernement de Valence.

Quelques jours après, on apprenait la triste nouvelle : sur une des grand'routes de Madrid, on avait trouvé les cadavres des deux ducs, tous deux avaient été assassinés au cours d'un « paseito » (1).

Ainsi, l'on abattait à Madrid des milliers et des milliers d'excellents citoyens, tout comme du simple bétail de boucherie.

M. Jacinto Miquelarena, témoin de cette affaire, raconte que le lendemain du double assassinat, Christophe Carvajal Colomb fut embrassé par tous ses compagnons de captivité. Pas une larme dans ses yeux. Ce matin-là, c'était son tour d'« éplucher les pommes de terre », et il les éplucha. Sa maison avait été incendiée. Son père et son oncle assassinés. Ses sœurs avaient dû se réfugier dans une autre ambassade. Un vieux

(1) *Paseito*, signifie, en espagnol, petite promenade. C'est par ce mot que les miliciens désignaient un assassinat.

chien, à moitié aveugle, que tout le monde aimait et choyait dans la maison, avait été abattu. Il fallait que cette famille illustre fût anéantie à tout jamais.

L'ambassade de Belgique réussissait à libérer de Madrid et de la zone rouge le Père Pérez del Pulgar, **jésuite et homme de science célèbre** (1).

Chaque asilé élaborait son plan de fuite. Partir, s'échapper de l'enfer de Madrid, atteindre la mer et l'étranger, ou bien les lignes amies qui passaient quelquefois à moins de deux ou trois kilomètres de l'asile, tel était l'idéal pour chaque réfugié.

Des asilés arrivaient à utiliser un des camions qui apportaient des vivres de Valence ou d'Alicante et qui retournaient à vide vers la Méditerranée. Mais il fallait obtenir, au préalable, la complicité d'un membre de la Mission diplomatique, puis celle des conducteurs, ensuite affronter les innombrables contrôles de la route, où les miliciens lardaient à coups de baïonnettes les sacs et les caisses, afin de s'assurer qu'on ne dissimulait personne dessous. Une fois arrivé au port, on devait se cacher sous un appontement, nager, la nuit venue, vers quelque bateau, gravir l'échelle de coupée et se mettre **à genoux devant un capitaine étranger**.

D'autres essayaient de traverser vers la Cité Universitaire ou le Parc del Retiro, les lignes rouges. Presque au but, ils étaient mitraillés de tous les côtés et sous tous les angles. Dès janvier et février 1937, le nombre

(1) Nous ne pouvons donner plus de détails sur tous les services rendus par les différentes missions diplomatiques. ce serait l'objet d'une énumération par trop copieuse; ensuite tous les documents que nous avions demandés ne nous sont point parvenus à cause de la difficulté des relations postales entre l'Espagne et la France.

des asilés augmenta rapidement, surtout à l'ambassade de France. Parmi ceux-ci se trouvaient des jeunes gens appelés aux armées par le gouvernement de Valence et qui ne voulaient combattre à aucun prix pour les républicains ; des membres des brigades internationales qui, dégoûtés, désillusionnés de n'avoir pu trouver le paradis promis par les gouvernementaux, désertaient en grand nombre et demandaient leur rapatriement à la Mission diplomatique française.

Voici, d'ailleurs, ce qu'écrivait un des héros des brigades internationales, le capitaine Nick Gillain : « Dès le début de la Révolution, un grand nombre d'ambassades et de légations ouvrirent largement leurs portes et donnèrent asile aux réfugiés politiques. Mais, plus qu'aucun autre pays, la France se montra généreuse. Des crédits par dizaine de millions furent votés et tous ceux qui eurent la bonne fortune de pénétrer dans les locaux officiels furent nantis de papiers, hébergés, nourris.

Parmi ces réfugiés se trouvaient des riches. On leur offrit l'hospitalité gratuitement.

Il y avait des blancs, il y avait des rouges. A tous, la France accorda sa protection ».

A l'ambassade de France, malgré l'affluence de nouveaux réfugiés, l'ordinaire s'améliorait, grâce à la sage et habile direction de M. Clavel et aux envois de vivres plus fréquents et plus généreux.

M. Miguel Pérez Ferrero, un asilé de France, dans son livre *Bandera de Francia*, déclarait même que l'on prenait en grippe les camions de vivres qui venaient des provinces du Levant. Chaque nouveau convoi procurait une désillusion profonde.

— Mauvais signe. Il n'y a pas d'évacuation ! On nous a envoyé des provisions pour je ne sais combien de mois.

Comme on approchait de l'été 1937, les ambassades et légations décidèrent de vacciner tous les asilés contre le typhus.

Nouvelle émotion. On avait envahi l'ambassade du Pérou, sous le prétexte futile d'un poste de radio qui communiquait avec les « rebelles ». Tous les asilés de sexe masculin furent conduits aux bataillons disciplinaires et nul n'entendit plus parler d'eux.

Quelle vie menaient les asilés ? Quel était leur emploi du temps ?

Sitôt qu'un réfugié a franchi la porte de l'asile, il doit se présenter devant le chargé d'affaires. S'il porte des armes, il doit les déposer aussitôt. Il montre ensuite tous ses papiers d'identité. Peu importe ses opinions politiques. On le prévient alors qu'il faut observer à la lettre le règlement et n'avoir aucune discussion avec un autre asilé. Il ne doit recevoir aucune lettre, ni essayer de communiquer avec l'extérieur par le téléphone ou bien grâce à des complicités. Aucune visite ne sera tolérée. Personne, hormis l'ambassadeur, ne doit absolument rien savoir des asilés. Tous les desiderata doivent être communiqués au chargé d'affaires qui fera tout son possible pour y remédier. Toute autre façon d'agir serait sanctionnée sévèrement, comme préjudiciable au reste des hébergés. Il est absolument interdit de quitter l'asile, même s'il ne s'agit que de quelques heures et d'un motif très important.

Une jeune fille de vingt ans, réfugiée dans une ambassade européenne, ayant appris que sa mère, restée dans Madrid, était gravement malade et allait mourir, déci-

dait, à l'insu de tous, de s'absenter juste le moment nécessaire pour l'embrasser une dernière fois. Sa visite terminée, rentrant à l'ambassade, elle était reconnue et amenée devant un tribunal populaire. Celui-ci la condamnait à être fusillée. Elle devait mourir très courageusement, le bras levé, à la manière phalangiste, en criant: « Arriba Espana! », après un signe de croix. Conduite au lieu d'exécution, elle implorait ses bourreaux « de ne pas lui donner le coup de grâce en plein visage ». Elle devait néanmoins être affreusement défigurée. Après la décharge un milicien lui faisait sauter les yeux avec la pointe d'un couteau, pour la punir « d'avoir eu conscience de sa beauté », comme le mentionnait le certificat d'exécution (1).

N'oublions pas qu'à Madrid, seulement, il y eut soixante trois mille personnes assassinées ou fusillées; or, dans cette ville, les communistes étaient beaucoup plus nombreux que les anarchistes et bien autrement organisés.

L'asilé, une fois agréé, est mis au courant des travaux qui incombent à chacun. Ces travaux rappellent étrangement ceux des prisons: nettoyage des cabinets, balayage des chambres, coltinage des sacs de nourriture, corvées de cuisine, préparation des repas, etc...

Chaque pièce a son chef, choisi parmi les réfugiés, et

(1) Cet assassinat nous a été raconté par un milicien du camp d'Agde, qui avait fait partie du peloton d'exécution, et qui se rappelait tous les détails de cette scène digne de Goya: la cour dallée de pierre où avait lieu l'exécution, la double énucléation, le vieux sac que les soldats jetèrent sur son visage.

Madrid donnait l'impression d'un immense asile d'aliénés. Les hommes, les femmes, les enfants, tous étaient devenus fous.

qui répond de sa propreté et des incidents toujours possibles.

L'asilé se rendait vite compte qu'il vivait dans un monde infiniment triste, étriqué, fantasmagorique même, d'enterrés vivants, ou de morts récents, un peu à la manière des personnages de cette pièce intitulée *Au Grand Large*, que nous vîmes autrefois chez Louis Jouvet.

Les heures, les jours, les semaines, paraissaient interminables. Les réfugiés commençaient à perdre la notion des choses et du temps.

À l'ambassade d'Argentine, l'écrivain Adelardo Fernandez Arias dirigeait des classes d'italien, d'allemand et de portugais. C'était une façon comme une autre de réduire ses préoccupations. Les asilés travaillaient avec une ardeur passionnée. C'était, à défaut d'autre chose, une manière de combattre. Le soir, à la veillée, tout le monde s'adonnait à des versions, thèmes ou narrations.

M. Jacinto Miquelarena nous raconte, à ce sujet, une savoureuse anecdote.

L'ambassade d'Argentine avait à ses services une jeune militante communiste, qui s'appelait Gloria, excellente cuisinière au domicile, mais ignorante comme une carpe.

« Gloria était persuadée que nous apprenions le russe. Il avait suffi pour cela qu'un jour, je lui dise :

« — Savez-vous comment on dit Gloria, en russe ?

« — Non.

« — Balalaïka !

« De joie, elle fit les yeux blancs. Quelque temps après elle me montrait, avec un certain mystère, le

début d'une lettre de son fiancé, héroïque défenseur du peuple. La lettre commençait ainsi : Balalaïka chérie... »

Un groupe de professeurs avait organisé à la légation de Pologne une série de conférences consacrées à la peinture et à la musique espagnole.

Un asilé, le capitaine de cavalerie Ricardo Urigüen, pour essayer de lutter contre une folie qu'il sentait proche, faisait de l'économie politique; en particulier, il avait lu jusqu'au dernier les quatre tomes de *l'Enquête confidentielle sur l'éventualité d'un traité de commerce entre la Tchécoslovaquie et l'Espagne*, basé sur la parfaite comptabilité des deux économies, ou bien il écrivait des lettres à des amis qui n'existaient pas.

Un grand nombre de réfugiés trouvaient un dérivatif dans l'exécution de petits travaux manuels, qui sont d'ordinaire la spécialité de soldats en campagne : un coupe-papier, un cadre pour le portrait de l'être que l'on aime, un crucifix, une caravelle voguant vers des pays merveilleux.

Les femmes tricotaient des gants ou des pull-overs.

L'ambassade ou la légation était pour l'asilé une prison. Il fallait attendre. Il fallait s'armer de courage et de patience. On devait se contenter de voir toujours les mêmes visages, dans les mêmes pièces, et se résigner à une certaine oisiveté.

Les visages échangeaient leur couleur blanche pour une couleur tirant sur le jaune cireux. Les jeux de cartes leur étaient d'un grand secours. Les parties de tute (jeu espagnol) ou de bridge devenaient interminables. Un réfugié de l'ambassade des Pays-Bas nous déclarait qu'il ne pouvait plus aller dans un salon où se trouvaient des bridgeurs; aussitôt, il éprouvait le besoin

impérieux de fuir. L'asile l'avait dégoûté à tout jamais des cartes.

Dans une autre Mission, l'Ambassadeur avait mis à la disposition de ses asilés un électrophone et une collection magnifique de disques. Pour éviter toute dispute, les mélomanes se divisaient en deux catégories : d'une part, les amateurs de musique classique, de l'autre, ceux de jazz. Les premiers auditionnaient jusqu'à cinq heures ; après cette heure limite, ils étaient remplacés à l'écoute par les « jazzophiles ». De Beethoven on passait brusquement au swing.

Au cours de leur captivité, une seule fête eut lieu dans les ambassades et légations, celle du six janvier, la nuit des Rois. C'est la nuit mystérieuse où cheminent à travers le ciel les rois mages Melchior, Gaspard et Balthazar, avec leurs couronnes, leurs étoiles et leurs manteaux d'hermine, pour remplir de jouets les souliers déposés sur les balcons.

On ne pouvait pas rayer du calendrier cette fête charmante, si ardemment désirée, par tous les petits Espagnols, un peu comme chez nous, le Père Noël. Les réfugiés n'eurent pas grande difficulté à convaincre leurs enfants que les rois mages avaient réussi, au dernier moment, à rallier les ambassades et les légations.

Chaque jour, la vie se trouvait paralysée au moment des communiqués officiels du général Franco. Tous les asilés se pressaient à l'écoute. Les marches et chants héroïques qui annonçaient les communiqués étaient écoutés debout, au garde-à-vous, le bras levé et la main bien étendue. Les asilés pensaient au bonheur de ceux qui pouvaient entendre cette voix à l'air libre, face au soleil ou à la lune, des plaines rouges de Castille aux

huertas andalouses. C'était tout un monde ami qui faisait son apparition, grâce aux ondes, dans la solitude de l'asile.

Et ces Espagnols, isolés dans les missions diplomatiques, entendaient la voix de leurs compatriotes qui leur promettaient la libération, en un castillan fin et sobre qui leur arrivait purifié par les vents des sierras. Ils étaient ainsi tenus au courant de l'avance des armées nationales. Parfois, les asilés recevaient indirectement des nouvelles de parents, d'amis, de connaissances qui militaient en faveur du mouvement.

L'Espagne nationale, l'Espagne de toujours, surgissait ainsi d'un récepteur.

Quelqu'un se tenait en permanence auprès du poste, prêt à capter les ondes de Burgos, de Séville, de La Corogne, de Jaca, de Ténériffe.

Quand ces postes s'étaient tus, certains cherchaient une autre émission, parmi les postes clandestins, très nombreux au cours de cette guerre. Bientôt, ardente, moqueuse et extraordinairement proche, arrivait une voix qui répétait deux ou trois fois : « Aqui, Raya T. U. Falange espanola Madrid. Arriba Espana. Viva Franco »,

La jeune voix décrivait de manière humoristique la situation de Madrid. Sa raillerie prenait alors un caractère dramatique, car les Républicains ne badinaient pas avec les membres de la « cinquième colonne » qui diffusaient les mots d'ordre de la Révolution nationale.

Les asilés prenaient aussi les ondes gouvernementales. Une nuit, les asilés entendirent le ministre socialiste Prieto dire : « Les fascistes ont l'armée, la discipline, la force, mais nous vaincrons, car nous avons la meilleure

part, ce qui vaut plus que tout en ce monde : l'or de la Banque d'Espagne ».

Au point de vue vestimentaire, les réfugiés ressemblaient à des clochards. Les vestons étaient fripés, tachés, usés ; les pantalons tout rapiécés. Certains portaient une sandale à un pied, un soulier à l'autre. Chaque hébergé avait une barbe de plusieurs semaines. On ne trouvait plus une seule lame de rasoir. Tout le monde était sale.

Les tailleurs et les manteaux des femmes étaient élimés, chiffonnés. Personne n'aurait reconnu, parmi ces pauvres créatures, les belles Madrilènes de naguères, si élégantes, et habillées avec tant de chic par les plus grands couturiers.

Les enfants avaient perdu leurs belles joues roses. Ils étaient pâles, tristes, maigrelets. Au début, ils jouaient ; puis, leur captivité se prolongeant, ils ne tardaient pas à errer à travers les couloirs ou à rester auprès de leur mère. Plus rien ne les intéressait, ni jouets, ni livres.

Une jeune asilée de dix ans, se promenant avec sa mère, lui disait, en lui montrant le ciel : « Maman, est-ce que le ciel descend quelquefois dans la rue ? — Non, mon enfant, répondit la mère, c'est la rue qui doit s'élever jusqu'au ciel, mais c'est très difficile ».

A partir du mois d'octobre, l'aviation nationale vint chaque jour survoler Madrid. Les appareils de bombardement, accompagnés des avions de chasse, descendaient parfois à moins de 300 mètres pour venir souffler, tels des châteaux de carte, les immeubles. Tout cela dans le vombrissement fantastique des moteurs et des coups secs de la D. C. A. Ces avions, qui semaient la terreur, apportaient aux asilés la jubilation.

Lorsque l'ambassade tremblait sur ses fondations, lorsque les vitres vibraient, lorsque les sirènes d'alerte hurlaient, les asilés vivaient alors plus intensément.

Les occupants des chambres d'en haut ne songeaient pas un seul instant à descendre à la cave. Les bombardements importaient peu à une population malade de patience; chaque nuit, des réfugiés scrutaient l'espace et attendaient la venue des avions. Nul ne pensait à son propre risque, ni au risque de personne.

Un asilé nous affirmait que, dès le commencement d'une alerte, il montait à toute vitesse vers les combles de l'ambassade. Il jubilait lorsqu'il voyait de la lucarne un jet de flamme éclater, la terre jaillir vers le ciel, une immense détonation remplir l'air... puis une autre et encore une autre, des immeubles s'effondrer avec fracas, des étincelles crépiter, de la fumée puis, tout à coup, un silence profond... des tuiles dégringolant... quelques cris. Une tristesse terrible s'emparait de lui en entendant le bruit des avions nationalistes s'éteindre progressivement.

Le personnel des missions avait dû prendre des mesures fort sévères, afin d'empêcher les asilés d'aller dans la cour, crier toute leur allégresse. Attitude qui n'aurait pas manqué d'attirer sur l'ambassade les représailles les plus féroces de la part des habitants de Madrid.

Un asilé écrivait, lui aussi: « Il était curieux d'observer nos réactions sous les bombardements. C'étaient de formidables marées de vie qui nous traversaient la poitrine, en face du cataclysme. Notre sein durcissait. Nous ne songions qu'à ces macabres « brigades des recherches », avec leurs mitraillettes, leurs rouflaquettes,

leurs foulards rouges, leurs têtes de mort, leurs blasphèmes et leur fain de cadavres, en train de trembler comme une bande de singes...

Nous sentions parfaitement la secousse des dalles sous nos semelles. Il nous semblait encore que c'était une maigre secousse. Au fond, je ne sais si nous ne désirions pas que Madrid sautât, avec tout ce qu'il contenait... et nous-mêmes !

Le Gouvernement républicain fit bombarder un beau jour l'ambassade d'Angleterre par des avions maquillés pour la circonstance en avions nationalistes. Si la Grande-Bretagne avait pu abandonner sa neutralité pour une attitude plus hostile à l'égard du général Franco, cela aurait été une habile politique !

Mais cette provocation maladroite ne trompa heureusement personne, encore moins les principaux intéressés.

Pour se concilier la chance, comme tout port d'insigne était rigoureusement interdit à l'intérieur de l'asile, les réfugiés avaient fabriqué des scapulaires, qu'on portait autour du cou, et qui représentaient les armes de l'Espagne, avec les cinq flèches de la Phalange.

Tous les soirs, à la tombée de la nuit, les asilés récitaient le chapelet à l'intention de tous les morts. Dans les ambassades et légations, où l'on hébergeait des prêtres, une messe était dite chaque dimanche.

Au cours de la préparation de cette thèse, nous avons fait la connaissance d'un jeune prêtre catalan, ami de M. Ruiz Hebrard, le chef de la Fédération de la Jeunesse Chrétienne. Se trouvant à Madrid depuis le début de la Révolution, il avait réussi à gagner l'ambassade d'un grand pays européen. Ce catholique hardi, grâce

à son activité prodigieuse, à son dévouement et à sa bonhomie, s'était fait nommer gardien des services de l'ambassade. Chaque nuit, une fois son travail terminé, il sortait par une porte dérobée, et, en dépit de la police et des miliciens, il allait confesser et donner la communion aux Madrilènes restés fidèles à leur religion. Il aidait les moribonds à franchir le dernier pas et leur portait le viatique. Personne à l'ambassade ne s'aperçut ou ne voulut s'apercevoir de ses sorties nocturnes. Il nous déclarait n'avoir jamais été plus heureux que pendant ces jours où il revivait la vie des catacombes.

Avec la faim, le froid était le plus difficile à supporter. Il ne faut pas oublier que Madrid est une des villes les plus glaciales d'Europe. Par surcroît, les hivers 1936-1937 furent très rigoureux. Madrid mourait littéralement de froid et manquait totalement de charbon. Les gens ramassaient tout ce qui pouvait servir de moyens de combustion : les écorces des arbres, les feuilles sèches, les vieux papiers, les excréments d'animaux. L'on commençait même à brûler les portes intérieures, les volets des fenêtres et jusqu'aux meubles. Lorsqu'un édifice s'écroulait sous le choc d'une bombe, de longues queues de gens se formaient pour se partager les débris. Dans les ambassades, on brûlait les bibliothèques et les livres qu'elles renfermaient. Un règlement fort sévère fixait à tour de rôle le séjour dans les cuisines, car tous les asilés désiraient y rester des heures durant. Il n'y avait pas de place pour tout le monde, et ce privilège était réservé exclusivement aux malades. Tous les autres réfugiés devaient se contenter de mourir de froid, comme, par exemple, à l'ambassade d'Argentine, dans

des pièces fort élégantes, à éclairage indirect, au milieu de meubles de style et de magnifiques tableaux.

A l'ambassade de France, changement de décor, les murs sont couverts de cartes, de graphiques, de tableaux noirs.

Le local de l'ambassade se révélant trop exigü pour les asilés, on a dû loger ceux-ci au lycée français, qui jouit ainsi de l'exterritorialité. Mais il y fait aussi froid que dans les salons de l'ambassade d'Argentine.

L'arrivée des troupes du général Franco à Madrid était prévue pour le 7 ou 8 novembre 1936. La foule fanatisée, les miliciens, craignant le pire, voulaient en finir au plus vite avec les asilés. Dans les rues circulait le mot d'ordre : « Il faut assaillir les ambassades ! » Toutes les ambassades, toutes les légations, décidaient de dresser et de mettre en œuvre un plan de défense. Ce plan avait surtout été élaboré par le colonel Morel, attaché militaire de l'ambassade de France.

Tous les asilés coopéraient d'un élan unanime aux travaux de défense. Les uns remplissaient des sacs avec de la terre et les amoncelaient pour faire des barricades. On édifiait des parapets. Les terrasses étaient appareillées pour le combat. Les accès aux points stratégiques se trouvaient gardés par des nids de mitrailleuses. On enfermerait les femmes et les enfants au sous-sol, avec défense absolue de l'abandonner sous aucun prétexte. Tout le matériel de santé fut classé, révisé.

La défense devait d'abord être réservée aux seuls nationaux. Après, si le cas se présentait, on ferait appel aux asilés.

« Nous savions tous qu'en cas d'assaut, écrivait M. Miquelarena, nous tiendrions à peine quelques heures. Nos armes ne pouvaient être plus rares, ni moins offensives. A peine s'il existait des munitions. Et pourtant, nous nous sentions contents. Enfin, l'on nous permettait de mourir autrement que nous avions attendu de mourir, des mois et des mois durant : comme des lapins qu'on force ! Je ne crois pas que cela eût rien à voir avec l'héroïsme. C'était simplement la joie de se compter pour combattant, d'une manière ou d'une autre, dans ce drame de Madrid où, jusqu'alors, nous n'avions pu tenir d'autre partie que d'attendre l'heure d'être poussés à l'abattoir ».

Quelques jours plus tard, alors que la lutte pour Madrid se stabilisait, la police et la garde d'assaut cernaient la plupart des ambassades et des légations. Les chargés d'affaires parlementaient aussitôt avec le ministre des Affaires étrangères du Gouvernement républicain. Après de nombreuses tractations de part et d'autre, on parvenait à un accord.

Le prix de cet accord était la remise des armes et la destruction des fortifications à l'intérieur des ambassades contre la reconnaissance du droit d'asile. Tous les asilés devaient être désarmés.

Jamais on ne dira assez, au cours de l'épisode des asilés de Madrid, le courage et l'esprit d'initiative dont firent preuve les chargés d'affaires.

En l'absence des ambassadeurs qui se trouvaient soit à Zarauz, soit à Saint-Jean-de-Luz, ils durent faire face aux responsabilités les plus graves qui puissent se poser pour un diplomate de carrière.

Les chargés d'affaires sauvèrent une multitude de

gens. Beaucoup auraient couru à un échec. La diplomatie est souvent l'école de la paperasserie, de la lenteur et de l'irresponsabilité. A Madrid, on devait être dynamique avant tout. « Il fallait sauter dans une auto, se projeter comme une flèche jusqu'à une prison ou une tcheka et, là, parler le langage qui pouvait être entendu. C'est à cette constante mobilité du chargé d'affaires, à une série de sprints dans toutes les directions et à beaucoup de coups de poing sur les tables des responsables, finalement désorientés par un tel ouragan, que pas mal d'Espagnols doivent de vivre encore... » (1).

Les chargés d'affaires ne s'inquiétaient jamais de leur santé, de leurs nerfs. A toute heure du jour et de la nuit, ils étaient prêts à agir au milieu des pires traquenards. Tous adoraient leur métier et avaient une passion : l'Espagne. Ils défendaient le droit d'asile avec une ardeur, une fougue qui, jamais, sans doute, n'ont été dépassées. Le Ministre des Affaires étrangères du Gouvernement de Madrid recevait continuellement des notes dans lesquelles les chargés d'affaires protestaient avec la dernière énergie contre des arrestations arbitraires ou bien contre de nouvelles violations du principe de l'exterritorialité.

Tous les jours, ils arrachaient à la mort des femmes, des enfants, des hommes. Tous les jours, ils devaient refuser de nouveaux postulants. Ils se transformaient alors en détectives pour débusquer les asilés clandestins qui se dissimulaient toujours dans quelques coins, puis, compatissants et généreux, leur donnaient l'autorisation de rester.

(1) Traqué dans Madrid.

Très souvent, il leur fallait vaincre les hésitations et les incompréhensions de leur ambassadeur et de leur gouvernement.

En écrivant ceci, nous pensons surtout au type du chargé d'affaires courageux, sportif, débrouillard en diable, qui réussit le premier à mener à bien sa mission, c'est-à-dire l'évacuation de tous ses asilés, au chargé d'affaires de l'ambassade d'Argentine Guillermo de Achaval.

Les femmes, tous les témoignages concordent à ce sujet, firent preuve d'une fermeté d'âme et d'une capacité de souffrance inépuisables. Durant les bombardements si fréquents, elles ne courraient pas affolées de pièce en pièce, quelques-unes pleuraient en silence, tandis que la plupart priaient avec ferveur.

Parmi celles qui se trouvaient hébergées à la légation des Pays-Bas, il y en avait une, dont nous tairons volontairement le nom, qui se conduisit en véritable héroïne.

Agée d'une vingtaine d'années, le visage délicatement modelé, le front bombé, des yeux bleus parsemés à l'occasion de lueurs railleuses, les cheveux d'un noir sombre, la ligne frêle et classique, la voix douce et grave (*sweet and low*), celle même de Cordelia, elle était ravissante.

Dévouée à l'extrême, elle ne ressentait jamais la fatigue.

Elle passait de longues heures au chevet des malades, les soignant, les réconfortant, leur faisant espérer des jours meilleurs. Elle consacrait ses heures de loisirs à tricoter sans arrêt des pulls, des jerseys, des gants pour tous ceux qui souffraient du froid. Sa devise était : « Mon âme à Dieu, mon corps à l'Espagne, mon honneur à moi ».

L'esprit des évangiles, une sorte d'aura miraculeuse, flottait autour d'elle, comme chaque fois qu'un être s'élève par le sacrifice au-dessus de l'humanité.

Une autre femme, qui suscitait la plus vive admiration, se trouvait à l'ambassade d'Argentine, où elle était venue rejoindre son mari, le capitaine Cabana.

Après de nombreuses vicissitudes, elle avait réussi à abandonner son appartement où, chaque jour, se présentaient les brigades de recherches, venues pour enquêter et savoir où se cachait l'officier. Mme Cabana leur répondait en pleurant qu'ils l'avaient amené lors des perquisitions qui avaient suivi la prise de la caserne de la Montana et qu'il n'était jamais revenu.

« Vous me l'avez assassiné ! » criait-elle, et maintenant vous venez me demander où il est !

Elle recevait ces gens-là vêtue de deuil ; elle avait également habillé de noir ses enfants.

Les miliciens tombaient dans le piège et s'en allaient. Mais, le lendemain, il en arrivait d'autres. Ce manège menaçait de durer éternellement, jusqu'au jour où la victime de cette tragi-comédie, les nerfs complètement à bout, décidait de rejoindre, coûte que coûte, son mari à l'ambassade, après avoir réparti et confié ses enfants à plusieurs maisons amies.

Leurs cas n'étaient d'ailleurs pas uniques. Il en existait des centaines d'autres dans les ambassades et légations de Madrid.

En voici un autre. Cette fois, il s'agit d'un asilé qui se trouvait à l'ambassade de France. Il s'appelait Alvarez Miranda, et était apparenté au chef du parti libéral Melquiades Alvarez, qui fut massacré à la mitrailleuse dans la cour de la Prison-Modèle de Madrid. Il avait

démisionné de l'armée pour entrer dans une compagnie de construction d'avions. Dès le début de la Révolution, il s'était caché dans les caves, dans les galetas, pour venir finalement échouer à l'ambassade. On le voyait toujours avec le sourire, ne parlant jamais à personne de ses malheurs personnels. C'est à peine si, de temps en temps, il faisait allusion à sa femme, qui se trouvait dans Madrid, et à l'amour qu'il lui vouait.

Son rire, sa fantaisie souveraine, son cœur, d'une délicatesse féminine, dissipaient bien des angoisses, bien des amertumes et bien des doutes. Il apportait avec lui la gaieté, l'enthousiasme, l'ensoleillement de la vie. Alvarez Miranda n'accrochait à aucune des ronces, ni des sottises, ni des petites choses de la vie courante. Les médisances, les calomnies, les potins l'ennuyaient.

Il sifflait le refrain de la dernière chanson en vogue, et les nuits d'été, lorsque les étoiles semblaient toutes proches, il chantait une malaguena ou une jota pour lui tout seul.

Quelquefois, en manière de plaisanterie, il saluait les membres de l'ambassade, le poing levé, et criait :

Nous voulons un fusil,
Pour combattre le fascio.
Nous voulons un canon,
Pour faire la Révolution.

Toujours prêt à rendre service, il était de toutes les corvées. Confiant dans la victoire finale du général Franco, l'espoir ne le quittait jamais, même aux jours les plus sombres.

D'ailleurs, il regardait le soleil et la mort sans cligner les yeux. Ni la jalousie, ni la haine n'avaient de place en son cœur.

Il avait coutume de dire, en parlant du malheur qui frappait l'Espagne : « Dans la vie d'un peuple, quand tout est perdu, il reste l'avenir, la jeunesse, le printemps prochain ».

Toutes les préoccupations personnelles n'étaient pas annihilées par la vie de reclus que menaient les asilés. Une, en particulier, demeurait vivace : l'amour.

L'amour subsistait à travers tous les malheurs, toutes les angoisses. On rencontrait bien des couples dans les couloirs. A l'ambassade d'Argentine fut bénie l'union de deux illustres familles : celle de Christophe Colomb et celle de Benicarlo.

Les passions paraissaient parfois comme exacerbées par la vie de l'asile. C'est ainsi que, si près de la mort, on ne tolérait pas de rival, même pour quelques journées.

Des enfants naquirent.

On enregistra quelques décès, surtout chez les vieilles gens.

Sur les huit cents réfugiés de l'ambassade de France, seuls moururent, un homme déjà âgé, d'une angine de poitrine, et une petite fille, d'une broncho-pneumonie.

L'état sanitaire fut, dans son ensemble, excellent.

L'ambassade de France était sans conteste celle qui hébergeait les asilés les plus célèbres. Parmi ceux-ci se trouvait le général Castro Girona, un des plus habiles tacticiens de l'armée espagnole, sous les ordres duquel combattirent en Afrique les généraux Franco et Goded. Il fut arrêté à Valence et sur le point d'être fusillé. Largo Caballero, alors Président du Conseil, ordonna sa libération à la condition expresse qu'il se chargeât de la défense de Madrid. Le général Castro Girona accepta pour avoir la vie sauve et mit sur pied le plan qui allait

faire de Madrid une citadelle quasi-inexpugnable. Plan dont allait tirer le plus grand profit le général Miaja.

Réussissant à déjouer toutes les surveillances, il vint se mettre, ainsi que ses fils, sous la protection de la France. Même sous les bombardements les plus terribles, il n'interrompait jamais sa lecture.

Il y avait aussi à l'ambassade le général Espinosa de los Monteros, qui passait ses journées à construire de petits autels portatifs, pour le compte des religieux et des sœurs de l'Hôpital Français.

Le lieutenant-colonel Hungria, ancien attaché militaire de l'ambassade d'Espagne à Paris, de la même promotion que le général Franco; il avait été nommé chef de la Ligue contre le communisme, et, de ce fait, était tout désigné pour être une des premières victimes de la Révolution. Le chargé d'affaires français l'avait fait nommer à un poste de confiance. Il était chargé de répartir les réfugiés et de régler tous les services intérieurs. La France réussit à le faire évacuer l'un des premiers.

On y trouvait encore le commandant Victor Davila, frère du chef de l'état-major de Franco.

Lafarga, chef des Jeunesses de la Rénovation Espagnole (dont le chef était Calvo Sotelo), qui sortait de la Prison-Modèle, d'où il avait fui grâce à la complicité d'un président de Tribunal Populaire.

Sur les milliers de prisonniers enfermés dans cette prison, Lafarga et un de ses amis réussirent seuls à s'évader. Tous les autres furent massacrés. Parmi eux se trouvaient M. Melquiades Alvarez, précédemment cité, et M. Rico Avello, ex-ministre de l'Intérieur dans le Gouvernement présidé par M. Martinez Barrios, en 1933, et haut-commissaire au Maroc en février 1936.

Pendant ces mêmes journées, un train qui arrivait à Madrid, amenant 200 prisonniers et otages d'Alcala de Henares et Guadalajara, fut arrêté par les groupes de milices à la gare de Vallecas, et les prisonniers passés par les armes séance tenante.

La conversation de Lafarga était étincelante. Comme beaucoup d'Espagnols, il possédait une grande clarté de perception, et parvenait tout de suite au fin fond de n'importe quel sujet. Ne pouvant supporter plus longtemps de rester à l'ambassade lorsque tous ses camarades combattaient, il réussit, avec un de ses amis, à se dissimuler dans un camion en partance pour Valence. Sur le quai on les découvrit. Ils échappèrent fort heureusement aux gens qui venaient les arrêter en se jetant dans une vedette.

M. Cabanillas, directeur de l'*Heraldo de Madrid*, séjournait à l'ambassade. Il n'y passait d'ailleurs que la nuit, car il craignait une agression de la C. N. T., qui l'avait menacé à plusieurs reprises. Tous les asilés lui tournaient le dos. Mais, chaque jour, Alfredo Cabanillas arrivait accompagné d'un nouvel ami qui lui restait. Chaque matin, l'*Heraldo* portait des manchettes énormes, conviant le peuple à se montrer plus impitoyable, plus dur, dans la destruction des « factieux », afin de faire triompher plus vite la « Cause sacrée de la Révolution du prolétariat mondial ». Pendant ce temps, son directeur essayait de sauver tout ce qu'il pouvait.

Tous les asilés avaient recours à lui pour lui demander de s'occuper d'un tel emprisonné, ou bien de se faire le courrier bénévole entre eux et leurs familles restées à Madrid ou dans la zone rouge. Un beau jour, son manège fut découvert, et il s'en fallut de bien peu qu'on

ne le fusillât. La France lui donna un passeport pour Buenos-Aires.

Don Felipe Clemente de Diego, professeur de droit civil à l'Université de Madrid, avait demandé asile, dès les premiers jours de la Révolution. Comme toute sa vie durant il s'était contenté d'enseigner le droit à de nombreuses générations, de ne pas faire de politique, et de prodiguer le bien, il se croyait à l'abri de toute menace.

Personne ne devait s'occuper de lui. Pourtant, il fut poursuivi. On le conduisit devant un Tribunal populaire. Sa maison fut mise à sac. On allait l'assassiner, lorsque quelques-uns de ses anciens élèves réussirent à le sauver en le faisant entrer à l'ambassade de France.

Chaque après-midi, il accomplissait sa promenade quotidienne le long des couloirs du collège, en donnant le bras à sa femme. Parfois, il lui échappait un de ces mots amers qui trahissent le chagrin caché. Ne recevant aucune nouvelle de ses enfants, séparé de ses travaux tout en menant une vie sordide et misérable, quelle terrible solitude que la sienne, acceptée néanmoins avec une grandeur d'âme incomparable !

Quand on offrait au vieux maître l'occasion de s'en aller et de se réfugier en France, il répondait :

« Je ne quitte pas Madrid sans mes fils ».

Au temps de la monarchie d'Alphonse XIII, il existait à Valence un centre de vrais républicains, qui comptait comme chefs : l'écrivain Blasco Ibanez et Rodrigo Soriano, puis Ricardo Samper et Azatti. Blasco Ibanez et Azatti mourraient il y a quelques années. En 1936, Samper ne réussissait à se sauver que grâce à l'ambassade de France qui le fit partir de Madrid en avion. Même les intellectuels célèbres, tout dévoués à la Répu-

blique, ne pouvaient demeurer dans cet enfer, où ils étaient constamment menacés. C'est ainsi que le docteur Maranon et le grand philosophe Ortega y Gasset, chef du mouvement « Au service de la République », devaient fuir leur malheureux pays et se réfugier en France.

M. Serrano Suner, l'actuel ministre des Affaires étrangères du Gouvernement espagnol, qui avait eu ses deux frères tués par les marxistes, était venu chercher refuge à l'ambassade de France. On lui en refusa l'accès en invoquant un motif politique quelconque. M. Serrano Suner fut obligé, au péril de sa vie, d'aller ailleurs.

Autre incident. L'ambassade de France avait à son service un avion conduit par le pilote Boyer. Cet avion reliait Madrid à Toulouse assez régulièrement. On apprit un jour de novembre 1936 qu'il avait été descendu par les balles de mitrailleuse d'un avion mystérieux.

Peu à peu, on arrivait à percer ce mystère, grâce surtout aux déclarations de M. Boyer.

L'appareil amenait avec lui M. Chateau, envoyé de l'Agence Havas; M. Henny, qui venait de faire une enquête pour la Croix-Rouge de Genève, et deux jeunes filles qui l'accompagnaient; M. Delaprée, journaliste de *Paris-soir*.

M. Delaprée devait mourir dans cet accident à la suite de ses blessures.

Or, le journaliste de *Paris-soir* était porteur d'informations de la plus grande importance, destinées non pas au journal mais au Quai d'Orsay. Les Rouges avaient tout intérêt à les faire disparaître. Aussi n'hési-

tèrent-ils pas une seule minute à supprimer ce témoin gênant.

Au commencement de janvier 1937, des hommes portant la casquette russe, une veste de cuir, des pantalons couleur de terre et des bottes, firent leur apparition dans certaines ambassades, en particulier à l'ambassade de France. C'étaient les soldats des brigades internationales. Presque tous se montrèrent extrêmement corrects. Ils accomplissaient avec zèle et diligence les services, les corvées qu'on leur commandait.

Les internationaux suppliaient chaque jour les représentants diplomatiques de leurs pays d'origine de les rapatrier. Comme ils n'avaient aucun papier d'identité, et qu'ils étaient très activement recherchés par la police, les diplomates devaient se débrouiller dans un réseau de complications nouvelles. On décidait de les recevoir dans les ambassades et légations. Mais, au préalable, ces farouches miliciens devaient troquer leur costume de soldat contre des pardessus ou des imperméables légèrement défraîchis et des chapeaux mous. Grâce à ce travestissement, ils pouvaient prendre place dans les autos de l'expédition qui allaient les conduire de Madrid à Valence, ou bien à Alicante *via* leur patrie.

A la Garde civile, qui, depuis les événements de juillet 1936, avait été convertie en Garde nationale républicaine, incombait le soin de protéger les ambassades. Elle s'acquittait de sa tâche avec le zèle qui, de tout temps, avait caractérisé ce corps d'élite, reconnaissable entre tous grâce au bicorné en toile cirée que portent ces soldats et qui ressemble étrangement à celui de Napoléon.

Nul asilé n'aurait mis en doute la loyauté de la Garde civile. Il était interdit aux asilés d'entrer en rapport

avec la Garde, mais, avec les jours, et à défaut de surveillance très stricte, les réfugiés avaient appris à connaître ces soldats, à les aimer et à lier conversation avec ceux qui étaient réputés comme les meilleurs tireurs de toute l'Espagne, peut-être même du monde entier, car la Garde civile n'a pas l'habitude de gaspiller ses munitions et ne connaît qu'une seule règle : frapper à la tête ou au cœur. La Garde leur rendait, en échange, de petits services : en particulier, elle leur servait de courrier **bénévole avec leurs parents ou amis.**

Le Gouvernement, devant la pression des partis extrémistes, résolut de s'en débarrasser en les envoyant sur le front, malgré les protestations véhémentes de tout le corps diplomatique.

C'étaient des gardes d'assaut, inscrits à des syndicats ou bien aux partis socialiste, communiste ou anarchiste, qui allaient les remplacer. Avec eux, rien à faire, car ils étaient terriblement excités contre les asilés.

Le premier pays qui réussit à évacuer ses asilés fut la République Argentine. Un projet d'accord était intervenu entre le Gouvernement de la République, alors à Valence, et le chargé d'affaires de l'ambassade d'Argentine. Ce projet avait été baptisé celui « des enfants et des petits vieux ». Les évacués devaient avoir en effet ou moins de 18 ans ou plus de 45 ans. Les autres asilés étaient obligés de se soumettre au décret de mobilisation. Sur 200 asilés qu'abritait l'ambassade d'Argentine, seuls, 130 pouvaient être évacués.

Dès la fin de janvier 1937, l'évacuation commença.

Trois cars étaient venus prendre les 130 réfugiés et leurs maigres baluchons, pour les conduire à Alicante et de là en France.

Le voyage devait s'effectuer sans difficulté jusqu'à Arganda, qui se trouve à environ une trentaine de kilomètres de Madrid. Cette bourgade, une fois atteinte, la caravane stoppait sur l'ordre du comité de contrôle. Tous les réfugiés descendaient de voiture. D'un côté, les hommes; de l'autre, les femmes. Ces dernières seules continuaient le voyage. Les hommes étaient arrêtés, et conduits à Madrid, à la Direction générale de la Sûreté, où avait lieu une vérification générale.

Le contrôle, une fois fini, les fiches remplies, on amenait tous les asilés en prison, où ils étaient gardés par des soldats, baïonnette au canon.

Ce retour inopiné, suivi d'un emprisonnement général, n'avait d'autre cause que le motif suivant: les partis politiques s'opposaient à toute évacuation. Le Gouvernement était dans l'obligation de s'incliner.

Le chargé d'affaires d'Argentine, après de nombreuses démarches, de multiples coups de téléphone à son ambassadeur, à Valence, à Genève, parvenait à sauver du poteau d'exécution et à faire libérer tous ses asilés. Sans perdre une seule minute, il les ramenait à l'ambassade, où il leur déclarait:

« Je vais de nouveau tenter votre évacuation. Ceux qui toutefois ne veulent pas courir ce risque peuvent rester ».

Tous les asilés, à l'exception d'un seul, reprenaient la route.

Cette deuxième évacuation, pourtant fort problématique, réussissait contre toute attente. Tout le monde, sain et sauf, arrivait à Alicante.

Le lendemain de leur arrivée, les asilés étaient conduits à l'embarcadère. Ici encore, nouvel incident. Les

autorités du port ne désiraient nullement laisser procéder à l'embarquement. L'attaché qui accompagnait les réfugiés avait beau discuter avec elles, leur montrer papiers sur papiers, tout était inutile. Sur l'ordre impératif des milices, les asilés devaient rentrer à l'hôtel.

Trois jours se passaient de la sorte. Le troisième jour, les autorités voulaient bien laisser procéder à l'embarquement, à la condition expresse toutefois de retenir quatre des expéditionnaires comme otages. Le chargé d'affaires de la République d'Argentine arrivait en toute hâte à Alicante. Après de nouvelles démarches, il parvenait à faire embarquer tous ses asilés. Chaque fois qu'un asilé montait à bord, il baisait les planches du pont, pleurait ou criait de joie en embrassant les matelots. Après de nombreuses péripéties qu'il serait trop long de rapporter, les autres ambassades et légations évacuaient leurs asilés dans le courant de l'année 1937. La France fut une des dernières. Il est juste de dire que ces asilés constituaient de loin le groupe le plus nombreux. Ils étaient environ 2.000. Il y avait, en plus, tous ceux qui se trouvaient à Valence dans les locaux de l'école de l'Alliance française, qui jouissait de ce fait de l'exterritorialité. Avant l'embarquement des asilés de France (1), Valence fut bombardée à plusieurs reprises et très violemment. Voici, d'ailleurs, ce que rapporte M. Nic Gillain, un ancien des brigades internationales, asilé de France, sur le courage déployé par un membre du personnel diplomatique français :

« Au cours d'un bombardement très violent, un membre du Consulat, M. Ledouze, fit preuve d'un très grand

(1) Les asilés s'embarquaient sur des navires de guerre ou sur les paquebots *Anfa* et *Imerethie-II*.

courage. Tandis que certains bravaches déclaraient que la vue de ces horreurs leur levait le cœur et s'enfuyaient, celui-ci faisait les cent pas devant l'immeuble de l'annexe, prêt à protester; c'était d'ailleurs tout ce qu'il pouvait faire, au cas où la populace, en représailles, eût tenté d'écharper les fascistes réfugiés à l'ambassade de France. Il y avait quelque chose d'héroïque dans l'attitude de ce petit fonctionnaire français, si typiquement fonctionnaire, si typiquement français, qui prévoyait le pire et acceptait le risque d'être massacré, très dignement, très simplement ».

A la fin de la guerre civile, lors de la reddition de Madrid par le général Miaja et le colonel Casado, cinq personnalités républicaines ne pouvant s'enfuir, demandèrent asile à l'ambassade du Chili. Les choses s'envenimant, mais le gouvernement du général Franco respectant le droit d'asile, les relations diplomatiques furent rompues entre l'Espagne et le Chili. A la suite de la médiation du gouvernement brésilien, l'Espagne décidait, en signe de conciliation, à l'occasion de l'anniversaire de la découverte de l'Amérique, d'accorder la liberté à ces cinq derniers réfugiés politiques.

CHAPITRE III

Essai de règlementation

du Droit d'Asile

(Débats devant la S. D. N.)

Au mois de juillet 1936, l'ambassadeur du Chili était le doyen du corps diplomatique de Madrid. Il avait assuré lui-même l'asile à un millier d'hommes, de femmes et d'enfants.

Ainsi que nous l'avons vu au chapitre II, la situation des asilés devenant de plus en plus critique par suite du siège de Madrid, la question de l'évacuation des réfugiés se posa dans toute son acuité. Il fallait faire sortir de Madrid tous les asilés, y compris les hommes en état de porter les armes, à la condition expresse toutefois qu'ils n'aillent pas grossir, une fois en liberté, les rangs des adversaires de la République espagnole.

L'ambassadeur de Chili proposait, d'accord avec son gouvernement, que l'évacuation soit assurée par un organisme neutre, à l'abri de tout soupçon et de toute préoccupation politique.

Le choix du Chili s'était porté sur le Comité international de la Croix-Rouge, qui a son siège à Genève, et qui agirait avec l'assistance technique de la Société des Nations.

Le Gouvernement bolivien offrait au Chili tout son appui pour mener à bien cette entreprise, mais le Gouvernement républicain faisait preuve de mauvaise volonté. Il refusait même d'engager des pourparlers avec les membres du corps diplomatique de Madrid et laissait traîner les choses en longueur.

Des jours, des semaines, des mois, se passaient sans qu'une solution positive intervint, si bien que la situation des asilés devenait désespérée.

Le Chili portait alors le problème des asilés devant la 95^e session du Conseil de la Société des Nations.

Les débats, qui eurent lieu le 12 décembre 1936 et le 27 janvier 1937, furent passionnants à suivre, car ils mettaient en présence les représentants de trois nations, ayant des conceptions différentes sur le droit d'asile.

Le délégué du Chili au Conseil, M. Eduardo Edwards, rappelait tout d'abord que la totalité des réfugiés ne sont pas, comme on pourrait le penser, des personnes qui ont essayé d'échapper à la persécution des autorités légales de la République espagnole pour avoir commis des délits politiques, ou bien des criminels.

Tous les asilés ont été accueillis dans le cadre des règles du droit d'asile, fixées par les conventions de La Havane et de Montevideo.

L'aspect le plus grave et le plus émouvant de ce problème, c'est qu'il s'agit de personnes appartenant à toutes les classes de la Société et à toutes les idéologies, certaines même ayant joué un rôle important dans le renversement de la monarchie, et qui se trouvent menacées de mort par des groupes ou des entités qui échap-

pent au contrôle des autorités de Madrid et du gouvernement de Valence (1).

(1) Le docteur Gregorio Maranon, biologiste d'une très haute valeur, écrivain non moins illustre (c'est lui qui a fixé la figure définitive de Don Juan Tenorio), avait adhéré avec enthousiasme à la République espagnole.

Menacé à son tour par les rouges d'Espagne pour avoir donné ses soins aux asilés, le docteur Maranon avait dû s'enfuir de Madrid, abandonnant son beau laboratoire, et se réfugier à Paris.

Voici l'émouvante lettre qu'il adressait à M. Eduardo Edwards, le 26 janvier 1937 :

« Je vous parle en marge de toute considération politique. En ma qualité de médecin, je suis entré constamment dans presque toutes les ambassades à Madrid pour visiter les « asilés » malades et je peux parler de cette affaire en toute connaissance de cause. Il n'y a qu'un mois que je suis parti de Madrid et ce que je vous dis, je l'ai dit personnellement à plusieurs ministres du gouvernement du front populaire avant leur départ pour Valence. Il est absolument exact qu'à l'encontre de ce que croit, et sans doute de bonne foi, le gouvernement, le nombre des « asilés » qu'on pourrait considérer comme des gens de droite est très peu nombreux. La majorité est composée de personnes épouvantées du spectacle journalier des persécutions, qui s'étendaient même aux libéraux de toujours, y compris les républicains. Dissimuler ceci serait manquer à la vérité et à une vérité qui constitue un fait capital de la révolution espagnole. Je ne peux pas vous donner les noms des personnes de gauche ou absolument neutres qui ont été obligées de se cacher par la crainte bien justifiée de perdre la vie, soit pour avoir été poursuivies elles-mêmes, soit pour avoir vu de près la persécution des membres de leurs familles. Je pense qu'il suffit que je vous le dise pour que vous me croyiez. Il est bien possible que je ne retourne jamais en Espagne, précisément parce qu'il me serait difficile d'y vivre sans abdiquer chaque jour le droit de dire la vérité. Quel que soit l'endroit où je me trouve, je la dirai toujours. Je prétends que, sauf un petit nombre, les « asilés » dans les ambassades étrangères s'y trouvent en vertu du droit d'asile le plus élémentaire et je considère que la minorité possède également ce droit d'asile, seule une mentalité cruelle pouvant considérer comme méritant la mort ceux qui pensent différemment de nous.

» Cette tolérance était un idéal fondamental de plusieurs d'entre nous et nous souffrions tragiquement de penser que la renier puisse être considéré comme tout naturel. C'est à cause de cela que se sont réfugiés ou exilés volontairement une grande partie des hommes de la gauche espagnole, leur tendance de gauche n'allant pas jusqu'à leur faire se croiser les bras devant le crime.

Des voix se sont élevées au sein du Conseil et en dehors de la Société des Nations pour contester l'exercice et l'existence du droit d'asile, et pour affirmer que ce droit n'existe que dans l'Amérique latine. Or, le droit d'asile a été exercé par des Etats européens, américains et asiatiques, en Europe, en Amérique et en Asie, jusqu'à l'époque actuelle.

M. Edwards se bornera à citer très *sommairement* quelques cas fréquents du xix^e et xx^e siècles, car, au xviii^e siècle, personne ne contestait le droit d'asile.

» Je ne connais pas exactement le cas de Madariaga, mais vous avez de nombreux exemples parmi les douzaines et douzaines de professeurs des universités espagnoles, peut-être quatre-vingts pour cent, la plupart des libéraux, et des républicains habitant maintenant la France ou d'autres pays, même des ministres républicains ou encore du front populaire qui, sous divers prétextes, sont partis de la république démocratique et parlementaire où ils ne veulent plus revenir. Il est exact que plusieurs de ces réfugiés ont dû rechercher l'aide étrangère à la suite des dénonciations parues dans les journaux officiels. Je ne renie pas mes idées, mais c'est justement en leur nom que je parle, ne voulant pas les faire servir à la violence, aux procédés arbitraires et au fanatisme, c'est-à-dire, ne pas les mettre au service de ce que j'ai toujours combattu et que je continuerai à combattre pendant toute ma vie.

» Tout ce que vous pourrez faire pour aider les « asilés » de Madrid sera une œuvre digne de celle que font les honorables représentants des pays étrangers, du moins presque tous et spécialement ceux des républiques américaines que les Espagnols ont maintenant appris à aimer, parce qu'ils n'ont pas oublié le respect de la vie humaine et que, sans lui, toutes les idées ne pourraient servir, comme l'a dit Galdos (qui certainement lui aussi serait caché aujourd'hui), qu'à « fumer la terre ».

» *Signé:* Gregorio MARANON. »

Citons encore les paroles que ce même docteur Maranon prononçait au cours d'une réunion du « Pen Club », parisien, présidée par Jules Romains :

« Miguel de Unamuno était toujours inquiet, parce qu'il voulait l'ordre vrai. Jamais il n'eût été de ces pacifistes qui demandent la paix et dissimulent, aiguisées, les armes meurtrières. Jamais il n'eût

S'il existe une terre d'asile en Europe pendant les xix^e et xx^e siècles, c'est bien l'Espagne, et, à son tour, l'Espagne l'a exercé à maintes reprises dans plusieurs pays du monde, notamment en Amérique latine.

Malheureusement, l'Espagne a été, au cours du xix^e siècle, la proie de troubles sanglants en 1835, en 1848 et de 1865 à 1875, troubles provoqués par des causes semblables à celles de la tragédie que l'on déplore aujourd'hui, à savoir la lutte passionnée entre deux ordres d'idées extrêmes.

La guerre déclenchée entre Cristinos et Carlistas a provoqué les mêmes problèmes qui se posent aujourd'hui et les personnes ayant trouvé asile dans les ambassades et légations à Madrid ont été nombreuses et respectées.

A l'inverse, l'Espagne, elle-même, à la fin du xix^e siècle, lors de la guerre civile chilienne, a exercé le droit d'asile à Santiago-du-Chili, en 1891, en même temps

employé sa plume pour justifier, comme tant d'autres, que les idées puissent en aucun cas absoudre les vols et les assassinats. Tel est l'exemple qu'il nous a laissé.

» Dans une réunion d'intellectuels, en n'importe quel pays, plusieurs, peut-être, auront à se repentir de n'avoir pas fait un juste et rigoureux usage de leur mission et de leur hiérarchie. Peut-être par orgueil, peut-être pour n'avoir pas eu le courage d'affronter l'animosité de leurs amis et, chose plus pénible encore, les éloges de leurs ennemis.

» Permettez-moi de profiter de cette réunion des plus illustres intellectuels, dans la ville la plus intellectuelle du monde, pour oser, moi le plus humble de tous, arrivant d'un pays en flammes, proclamer mon erreur, l'erreur d'avoir servi sous l'enseigne d'un humanisme qui n'était pas l'humanisme vrai. Et, pareils à ces hommes ébahis qui, dans les toiles du Greco, voyant la vérité surgir de la mort, se retirent devant elle, je veux, moi aussi, m'éloigner maintenant, dans l'attente d'un autre drapeau, plus noble, et d'un autre maître, moins fragile à servir ».

que la France, l'Allemagne, les Etats-Unis d'Amérique et le Brésil. Lors des troubles qui se sont produits au Brésil, en 1930, toutes les ambassades et légations de Rio-de-Janeiro ont reçu des asilés, ainsi que l'ambassade d'Espagne. A cette occasion, le Gouvernement du Brésil, donnant des preuves, non seulement de son respect pour le droit d'asile, mais aussi de son esprit large et généreux, a accordé toutes sortes de facilités pour évacuer à l'étranger, dans le plus bref délai possible, tous les asilés politiques, sans distinction de nationalité ou de parti.

La Grande-Bretagne a pratiqué le droit d'asile en Europe et en Asie au cours du xix^e et du xx^e siècle. A Constantinople, en 1895, l'ambassade britannique a donné asile au Grand Vizir, dont la vie était en danger. En Perse, le « bast », ou droit d'asile, a été reconnu et exercé maintes fois par la légation de Grande-Bretagne à Téhéran.

On relève un cas très curieux du droit d'asile dans la biographie de Sir Mortimer Durant, ministre de Grande-Bretagne auprès du Chah de Perse dans la deuxième moitié du xix^e siècle. Voici l'épisode qui semble tiré d'un conte des Mille et une Nuits : « Un jour, un eunuque royal vint à grande hâte à la légation, pour m'entretenir d'une affaire extrêmement importante. Le message portait que les femmes du roi avaient pris ombrage de ce que Sa Majesté voulait se marier avec la sœur d'une de ses épouses. La nouvelle favorite était la fille d'un jardinier, que le voluptueux monarque avait aperçue dans un de ses jardins ; ayant été subjugué par ses charmes, il voulait l'épouser, à la grande indignation de la sœur même de la fillette, et contre la coutume

matrimoniale du pays. Les autres épouses du monarque avaient envoyé un message comminatoire au roi, disant que, s'il n'abandonnait pas sa résolution, elles quitteraient le palais royal pour chercher asile dans une légation étrangère, qui sont des lieux de refuge pour des esclaves comme elles et pour des malheureux opprimés. Je me déclarais honoré de cette confiance et je répondis que la légation était à leur disposition. En demandant quel serait le nombre des réfugiées éventuelles, je fus tout surpris d'apprendre qu'il s'agissait de trois cents femmes en tout. Je fis remarquer que la légation ne pouvait contenir un nombre si considérable d'asiliées; mais l'eunuque, avec un geste de la main, me montra la pelouse et ajouta qu'une tente, quelques moutons et du pain, suffiraient. Sur quoi l'eunuque s'éloigna au galop et revint deux heures plus tard. Entre temps, la tente avait été dressée sur la pelouse, des moutons avaient été achetés, ainsi que le contenu entier de la boutique d'un boulanger. L'eunuque déclara que les dispositions prises étaient excellentes, que le Chah était furieux et que les dames se préparaient à monter dans les voitures.

De nouveau, il s'éloigna et nous attendîmes l'arrivée des réfugiées avec le plus vif intérêt, quand l'eunuque apparut de nouveau dans un tourbillon de poussière et cria de loin, tout excité: « Le Chah a enfin cédé, les dames sont descendues de leurs voitures et vous envoient leurs remerciements et leur gratitude » (1).

(1) Pour d'autres détails sur le droit d'asile dans les pays soumis au régime des capitulations, voir la thèse de M. Abdollah BAHRAMY.

Parmi les quatorze ambassades et légations qui ont donné asile à des réfugiés, il y en a six qui sont européennes, à savoir : Belgique, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Roumanie et France. Donc, l'Amérique latine ne représente guère que la moitié des pays intervenant dans le problème dont il s'agit. Ce droit d'asile, qu'on conteste en disant qu'il est une doctrine purement latino-américaine, est exercé aujourd'hui même et en Espagne, presque par autant de pays européens que de pays latino-américains.

M. Edwards rappelait au Conseil que des centaines et même des milliers de personnes ont trouvé asile et ont été transportées sur des vaisseaux de guerre battant pavillon français, britannique, américain, italien, allemand, ou d'autres nationalités.

On ne voit pas la raison juridique qui permettrait de faire une distinction entre le droit d'asile exercé dans les eaux territoriales d'Espagne sur des navires de guerre et le droit d'asile exercé dans les ambassades et légations à Madrid, et pour refuser le droit d'évacuer ceux-ci comme les autres ont été évacués ?

N'est-ce pas l'exterritorialité qui est en jeu dans les deux cas ?

M. Edwards n'osait pas croire qu'à la Société des Nations, qui doit son existence même au respect du droit par dessus la force, on puisse donner plus de fondement au droit d'asile exercé sous la protection des canons d'un navire de guerre que lorsque c'est une ambassade ou légation, qui n'a d'autre protection que le droit international et l'inviolabilité consacrée par la coutume depuis des siècles.

Le représentant de l'Espagne déclarait au Conseil, au mois de décembre, dans une note adressée au corps

diplomatique à Madrid, qu'il était prêt à examiner ce problème directement avec chaque gouvernement intéressé. Plus d'un mois s'est écoulé; les négociations entre le Gouvernement de l'Espagne et les chefs de mission n'ont pas avancé et moins encore abouti. Rien ne s'est traduit en une action effective.

Or, la solution immédiate de ce problème intéresse quinze pays qui ont des réfugiés dans leurs ambassades et légations à Madrid: Argentine, Bolivie, Chili, Cuba, Belgique, Mexique, Norvège, Panama, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Roumanie, Turquier, République Dominicaine et la France. La Chine, qui en avait aussi un petit nombre, a pu les évacuer et fermer sa légation à Madrid.

Le sort de ces asilés, au moment où l'on procède à l'évacuation obligatoire de toute la population civile de Madrid, devient plus pénible même que celui des autres habitants de cette ville, puisque ces derniers peuvent abandonner ce véritable champ de bataille et que les asilés sont obligés d'y rester coûte que coûte.

Les membres du Conseil ont pu voir dans le rapport de la mission sanitaire envoyée en Espagne (1), combien les dangers que court la population civile sont grands, car, si des épidémies ne se sont pas encore déclenchées sur ces malheureux habitants, tout porte à craindre que ce fléau ne fasse subitement des ravages.

Le Conseil remarquera certainement que, si ce danger existe pour des personnes qui peuvent circuler librement

Cette mission sanitaire était composée de:

M. le Médecin-Inspecteur général Lasnet, membre de l'Académie de Médecine;

M. le Dr Wroczynski, ancien Directeur général de la Santé publique en Pologne;

M. le Dr Laignet, chef de laboratoire à l'Institut Pasteur de Tunjs.

au grand air dans Madrid parce qu'elles ne sont pas menacées de mort comme les asilés, il est bien plus grand et imminent pour ces derniers, obligés de rester enfermés dans des locaux étroits qui, en dépit des précautions prises pour maintenir un certain degré d'hygiène, sont forcément, à cause de l'agglomération, de véritables bouillons de culture pour toutes les contagions.

Si l'évacuation de la population de Madrid est urgente, selon le rapport de la mission sanitaire, celle des personnes ayant trouvé asile dans les ambassades et légations, l'est à plus forte raison.

La mission sanitaire n'est restée que quatre jours à Madrid et n'a eu le temps de visiter que les personnes réfugiées à l'ambassade de France. M. Edwards est certain que, si cette mission avait vu les autres ambassades et légations, elle aurait pu constater combien la situation des asilés est pénible.

Le Conseil se demandera pourquoi ces réfugiés, si leur situation est pénible, ne vont pas chercher ailleurs une demeure moins inconfortable. La réponse est bien simple. Cette situation, si lamentable qu'elle soit, est préférable à la mort. Ces pauvres gens sont arrivés dans les ambassades et légations en proie à la terreur, souvent après avoir vu périr des membres de leur famille et saccager leur maison. Ils préfèrent la vie triste, pleine de privations, qu'ils mènent, à la mort sûre qui les attend dans la rue. N'ont-ils pas vu que la plupart des asilés de l'ambassade d'Allemagne ont trouvé la mort dans les voitures où les membres du corps diplomatique essayaient de les transporter dans leurs ambassades et légations?

Les autorités d'Espagne ne peuvent pas, avec la meilleure volonté du monde, garantir aux chefs de missions que les vieillards, les femmes et les enfants seront respectés et parviendront à obtenir la sécurité de leur vie et la liberté en territoire étranger..

Des cas nombreux prouvent que les sauf-conduits donnés par les autorités ont une valeur bien restreinte et ont été souvent méconnus par des comités régionaux et groupes syndicalistes qui s'attribuent un droit de contrôle sur les décisions des autorités mêmes.

Ce n'est donc pas sans fondement que M. Edwards attire l'attention du Conseil sur la nécessité d'entourer l'évacuation des asilés des ambassades et légations de toutes les garanties internationales possibles.

Dans ces circonstances tragiques, le corps diplomatique s'est réuni sous la présidence de son doyen et s'est adressé au représentant du Chili pour le prier de faire savoir au Conseil qu'il souhaitait vivement et dans le plus bref délai une action de la Société des Nations. Il serait particulièrement intéressé à ce que la Société des Nations désignât une Commission d'experts pour prendre à sa charge l'examen de la question et effectuer les démarches nécessaires pour arriver le plus tôt possible à la réalisation de cette évacuation.

Le doyen du corps diplomatique à Madrid a communiqué à M. Edwards les bases que les chefs de missions croient les plus appropriées pour assurer l'évacuation des asilés à l'étranger avec toutes les garanties nécessaires, non seulement pour les asilés eux-mêmes, mais aussi pour le Gouvernement de Valence, ayant en vue le désir d'éviter que ceux des asilés qui pourraient devenir des éléments de coopération pour le parti contraire,

puissent exercer une activité hostile quelconque contre ledit gouvernement.

Sur ces bases, M. Edwards a préparé un projet qui lui semble répondre à tous les aspects de la question et qu'il soumet au Conseil comme élément d'étude. Ce projet est le suivant :

Memorandum indiquant les bases pour l'évacuation des asilés des ambassades et légations à Madrid, d'accord avec les idées fondamentales communiquées par le doyen du corps diplomatique à Madrid au Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères du Gouvernement de Valence.

1° Garanties pour la sortie, en toute sécurité, des asilés à l'étranger;

2° Liberté complète de circulation hors d'Espagne pour les vieillards, les femmes et les enfants;

3° Résidence obligatoire, jusqu'à la fin de la guerre civile, dans des villes à désigner et dans des pays n'ayant pas de frontières avec l'Espagne, de tous les asilés du sexe masculin capables de porter les armes. La Société des Nations se mettrait en rapport avec les autorités du pays où résideraient ces asilés en vue d'obtenir l'autorisation nécessaire pour le séjour de ces asilés, et des fonctionnaires de la Société des Nations seraient chargés d'exercer, d'accord avec les autorités de ces pays, une surveillance spéciale sur ces asilés auxquels on demanderait d'ailleurs de prêter serment de ne pas prendre part à la guerre civile d'Espagne;

4° Evacuation sous la surveillance d'une Commission et sortie de Madrid en autocars dans chacun des-

quels voyagerait, avec les asilés, un représentant de la Société des Nations;

5° Embarquement, dans un port d'Espagne, sous la surveillance de la Société des Nations, sur des bateaux qui les transporteraient hors d'Espagne, les pays qui ont des asilés devant payer les frais proportionnellement au nombre de personnes auxquelles ils ont donné asile;

6° Garantie de respect des biens des évacués jusqu'à ce qu'ils puissent rentrer en Espagne et se défendre dans des conditions normales;

7° Garantie de sécurité pour la sortie de Madrid des missions étrangères.

Comme il ressort du rapport du Comité d'experts hygiénistes qui sont allés en Espagne à la requête du Gouvernement de Valence, il serait nécessaire de procéder à l'évacuation de la moitié de la population actuelle de Madrid.

La mission sanitaire propose d'aider le Gouvernement espagnol à obtenir la fourniture de deux cents autocars qui seraient exclusivement réservés au service de cette évacuation, et signale que ces deux cents autocars auraient une capacité de transport qui permettrait d'évacuer de Madrid 30.000 personnes par jour.

Il semble à M. Edwards qu'il serait invraisemblable de procéder à l'évacuation de la moitié de la population de Madrid et de laisser dans cette ville, abandonnés à leur tragique sort, les asilés des ambassades et légations et le personnel de ces missions. Il faut, au contraire, pour les raisons que M. Edwards a déjà exposées, commencer l'évacuation par elles.

Mais pour mener à bien cette tâche et pour l'entourer de toutes les garanties nécessaires, il faut que le Conseil désigne une commission internationale qui, en accord et en collaboration avec le Gouvernement de Valence, les autorités militaires et le corps diplomatique de Madrid, organise et procède à cette évacuation.

Cette commission comprendrait des experts militaires, des membres du Comité international de la Croix-Rouge, des représentants des missions diplomatiques à Madrid qui ont des asilés, et des fonctionnaires de la Société des Nations.

Sur l'opportunité de confier l'évacuation à la Commission des experts sanitaires élargie, comme M. Edwards vient de le dire, il s'en remet à la décision du Conseil et au choix du représentant de l'Espagne.

Quant à l'évacuation à l'étranger, il est autorisé à déclarer, au nom de son gouvernement, qu'il est prêt à prendre à sa charge la proportion des dépenses qui correspond au nombre des asilés qui seraient évacués de l'ambassade du Chili.

Si jamais il s'est présenté un cas qui mérite la sympathie, l'aide et l'action immédiate de la Société des Nations, c'est bien celui-ci.

En terminant, M. Edwards déclarait au Conseil, et tout particulièrement à son collègue le représentant de l'Espagne, que ce n'est pas dans l'intention de critiquer le gouvernement de Valence ou de lui attribuer un manque d'autorité ou de volonté pour maintenir l'ordre, qu'il a saisi le Conseil de tous ces détails. C'est uniquement afin que le Conseil puisse juger jusqu'à quel point il est nécessaire d'agir et d'agir rapidement pour résoudre ce problème des asilés dans un esprit et par des moyens de coopération internationale.

M. Alvarez del Vayo, délégué de l'Espagne à la S. D. N., répondait en ces termes au délégué du Chili. Il connaît fort bien la Convention de La Havane et celle de Montevideo, se rapportant au droit d'asile, auxquelles l'Espagne n'est liée par aucune obligation juridique, ce qui ne l'a pas empêchée d'accepter une sorte de tolérance des pratiques du droit d'asile à Madrid. Il va de soi qu'il ne se souvient plus de chacun des articles de ces deux conventions. Il sait néanmoins que le deuxième paragraphe de l'article 2 de la Convention de La Havane impose aux gouvernements la notification immédiate au gouvernement sur le territoire duquel les missions sont accréditées, de la liste des personnes qui y ont reçu asile. Jusqu'ici, M. Alvarez del Vayo n'a pas l'honneur de connaître la liste des asilés de certaines représentations diplomatiques à Madrid, ce qui ne veut pas dire qu'il ne connaît pas leur activité.

M. Alvarez del Vayo est prêt à examiner la question de savoir si le droit d'asile dans la pratique donne aux asilés le droit de poursuivre dans le bâtiment même des représentations diplomatiques leur travail de conspiration contre le gouvernement.

Ces mêmes habitants de Madrid savent parfaitement que, au moment où la situation au point de vue de la nourriture et du ravitaillement était difficile, les moyens de subsistance des asilés étaient beaucoup plus larges que ceux dont disposait la population.

M. Alvarez del Vayo a eu le plaisir de recevoir un message de gratitude du chancelier argentin, le très éminent D^r Saavedra Lamas, message dans lequel ce dernier exprimait au Gouvernement espagnol toute sa gratitude pour la solution donnée au problème des

asilés. Il en est de même en ce qui concerne le Mexique et d'autres pays, avec lesquels M. Alvarez del Vayo est encore en négociations. Il est prêt, en laissant de côté les abus commis, à traiter individuellement ce problème avec toutes les représentations diplomatiques, y compris celle du Chili, et ce, avec tout le tact que nécessite cette tâche si délicate.

M. Alvarez del Vayo rappelait en terminant qu'il ne peut pas accepter une décision internationale qui imposerait au Gouvernement espagnol de faire, pour les asilés, plus qu'il n'a fait et plus qu'il ne pourrait faire. Le Gouvernement espagnol est prêt à envisager à nouveau le problème pour trouver une solution favorable.

M. Alvarez del Vayo suggérerait de soumettre à un rapporteur les divers éléments du problème.

A la séance du mercredi 27 janvier 1937, le président, M. Wellington Koo, invitait ses collègues à prendre connaissance du projet de rapport qu'il a préparé sur cette question et qu'il se propose de présenter. Il est heureux de constater qu'un grand progrès a été réalisé. Il espère très fermement qu'il sera possible d'arriver à un accord complet.

M. Eduardo Edwards prenait à nouveau la parole et reconnaissait que, comme le Président du Conseil vient de le dire, on a fait quelques progrès dans cette question des asilés de Madrid, sans être encore arrivé à un résultat entièrement satisfaisant. Il espère toutefois y réussir avec la bonne volonté du représentant de l'Espagne.

Les représentants des deux parties ont eu avec le Président du Conseil des entretiens au cours desquels ils ont abordé les points qui soulèvent des objections de

la part du représentant de l'Espagne. L'objection principale de M. Alvarez del Vayo se rapporte à l'intervention internationale qu'il ne peut accepter. M. Edwards ne proposait cette intervention que comme moyen d'assurer la sécurité aux réfugiés au moment de l'évacuation. Il est heureux de constater que, sur l'évacuation elle-même, le représentant de l'Espagne ne soulève aucune objection. Si l'on peut trouver un autre moyen que l'intervention internationale pour assurer la sécurité des asilés, le représentant du Chili l'accepte. Aussi a-t-il déclaré qu'il serait disposé à accepter que ce soient les forces espagnoles, comme le représentant de l'Espagne l'a proposé, qui assurent la sécurité en question et qui gardent les réfugiés jusqu'à ce qu'ils puissent quitter le territoire espagnol.

M. Edwards, cependant, fait l'observation suivante : pendant quelque temps, il y a eu dans les ambassades et légations des gardes civils qui donnaient toutes garanties aux chefs de missions. Cependant, avant-hier, le Commissaire de l'Ordre public à Madrid a, d'après un télégramme que M. Edwards a reçu de l'ambassadeur du Chili, retiré ces gardes et les a remplacés par d'autres forces qui ne donnent pas du tout les mêmes garanties. Or, si l'on veut accorder la sécurité aux réfugiés, il faut l'accorder avec des forces espagnoles qui donnent toutes garanties aux chefs de missions et aux réfugiés eux-mêmes. Pour cela, rien de plus facile pour le Gouvernement espagnol que de se mettre d'accord avec chaque chef de mission au moment de l'évacuation.

Le Conseil peut constater que M. Edwards est allé bien loin pour essayer de se mettre d'accord avec le représentant de l'Espagne.

M. Edwards a cru comprendre, d'après ce que lui a dit le Président du Conseil, que le représentant de l'Espagne se ralliait à l'idée de faciliter l'évacuation de tous les réfugiés, pourvu que cette évacuation se fasse non pas d'un seul coup, mais par étapes et qu'on s'occupe tout d'abord des femmes, des vieillards et des enfants. M. Edwards a accepté ce point de vue, à condition que l'évacuation des autres réfugiés ne soit pas différée trop longtemps.

Le représentant de l'Espagne s'oppose ensuite à ce qu'on établisse une espèce d'accord collectif pour l'évacuation des réfugiés. Il se déclare prêt à négocier et à arriver à des accords particuliers avec chaque gouvernement et chaque chef de mission. M. Edwards accepte également ce point de vue.

La seule préoccupation qu'il éprouve à ce sujet est la suivante, qu'il va exposer franchement au Conseil. Le Chili a pris l'initiative de soulever la question et il a été appuyé par plusieurs pays qui sont dans la même situation que lui. M. Edwards a demandé un accord général afin de ne pas paraître agir sans les pays qui avaient appuyé l'initiative chilienne. Il ne voulait pas que l'on pût croire qu'il lui suffisait de sauver les asilés chiliens et qu'il se désintéressait du sort des autres.

Cependant, pour éviter l'accord multilatéral qui ne plaît pas à M. Alvarez del Vayo, il s'est déclaré disposé à accepter, si l'on arrivait à un accord concernant l'évacuation des asilés, que ceux de l'ambassade du Chili soient les derniers à être évacués. Comme l'ambassadeur du Chili est le doyen du corps diplomatique, il doit être comme le capitaine d'un navire qui abandonne le dernier le bateau en péril.

M. Litvinoff, représentant de l'U. R. S. S., auprès du Conseil, allait présenter quelques observations au sujet des exposés très circonstanciés faits par le représentant du Chili.

Il croyait devoir confirmer tout d'abord que ni le droit international, ni la coutume internationale, ne reconnaissent aux missions diplomatiques le droit d'accorder asile à des personnes qui s'y réfugient parce qu'elles sont poursuivies par les autorités de police ou les autorités judiciaires. Dans un passé lointain, l'asile a été parfois accordé en Europe, mais ces cas ne donnent pas naissance à un droit d'asile, d'autant moins qu'ils ont toujours provoqué des protestations de l'Etat intéressé et qu'ils ont même été la cause de conflits internationaux regrettables. M. Litvinoff pourrait citer de nombreux exemples, tirés de l'expérience internationale aux *xvi^e*, *xvii^e* et *xviii^e* siècles, mais il ne veut pas retenir davantage l'attention du Conseil.

Le représentant de l'U. R. S. S. se bornera à renvoyer ceux que la question intéresse à des cas tels que celui du comte Schlieben qui, en 1702, se réfugia à l'ambassade de France à Copenhague, ce qui obligea finalement le Gouvernement français à rappeler son ambassadeur, le comte Chamailly. Il signalera encore le cas du duc de Ripperda, qui chercha refuge dans la maison de l'ambassadeur britannique à Madrid. La maison fut entourée par la police espagnole et Ripperda fut arrêté à l'intérieur même de l'immeuble de l'ambassade.

M. Litvinoff mentionnera enfin le cas du sujet russe Springer qui, en 1747, se réfugia à la légation de la Grande-Bretagne à Stockholm. Le Gouvernement suédois demanda que Springer fut remis aux autorités suédoises, ce qui fut fait.

Satow, Pradier-Fodéré et d'autres autorités en matière de droit international, mentionnent ces cas comme ayant constitué la base de la pratique européenne de non-reconnaissance du droit d'asile. Dans l'affaire Nikitchenkov, en 1865 — cas analogue à ceux que M. Litvinoff a déjà cités — la Cour de cassation française a précisé que « cette fiction (exterritorialité) ne peut être étendue, qu'elle est exorbitante du droit commun, qu'elle se restreint restrictivement à l'ambassade et à ceux qui, lui étant subordonnés, sont cependant revêtus du même caractère public ».

En fait, dans les temps modernes, on ne signale aucun cas où la pratique de l'asile ait été reconnue comme un droit par l'Etat dans lequel l'événement se produisait. Même pour l'Espagne où, par suite de fréquentes révolutions et de guerres civiles au cours du xix^e siècle, la pratique a parfois varié, on signale, par exemple, le cas dans lequel le Gouvernement espagnol, en 1848, a fait fouiller la maison du charge d'affaires danois, qui avait donné asile à des insurgés.

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique s'est également élevé contre tout droit d'asile. C'est ainsi qu'en 1875, le Secrétaire d'Etat Fish écrivait ce qui suit au Ministre des Etats-Unis en Espagne, relativement au colonel Berreguero, qui avait cherché asile après de la Mission des Etats-Unis : « C'est probablement un inconvénient et un embarras pour les ministres dont les légations servent à un tel usage, mais c'en est certainement un pour les gouvernements de ces ministres et, étant donné que ces pratiques facilitent et encouragent des conspirations et des rébellions chroniques, c'est un tort fait au gouvernement et au peuple du pays

où ces méthodes sont pratiquées; c'est un tort causé au peuple même si le ministre au pouvoir n'élève aucune protestation, parce qu'il songe à la possibilité de trouver un abri convenable lorsque, pour lui-même, sonnera éventuellement l'heure des comptes à rendre et de la fuite ».

Cette attitude des Etats-Unis est résumée comme suit par Moore: « Etant donné que la pratique du droit d'asile n'est pas sanctionnée par le droit international, elle ne peut se défendre que si l'on peut invoquer l'assentiment de l'Etat sur le territoire duquel on cherche à affirmer ce droit (Moore, *Digest*, Vol, § 294).

La même règle est établie par les paragraphes 50 et 51 des Instructions à l'usage des représentants diplomatiques et consulaires des Etats-Unis (1906).

M. Litvinoff pourrait également citer des cas où le droit d'asile n'a pas été reconnu en fait dans les pays de l'Amérique latine, y compris le Chili. C'est ainsi qu'en 1891, pendant une guerre civile, le Gouvernement chilien, faisant valoir que les réfugiés et leurs partisans abusaient du droit d'asile, fit entourer les missions des Etats-Unis et de l'Espagne. La protestation formulée par le ministre des Etats-Unis fut rejetée par le ministre des Affaires étrangères du Chili. En 1893, au cours d'un soulèvement tenté par les partisans du président Balmaceda, le Gouvernement chilien demanda que les chefs des insurgés, qui s'étaient réfugiés dans l'immeuble de la mission des Etats-Unis, lui fussent livrés. Le ministre des Etats-Unis fut chargé par son Gouvernement d'expulser les réfugiés, qui furent arrêtés au moment où ils quittaient l'immeuble.

On ne peut évidemment considérer comme preuves convaincantes les quelques cas qui se sont présentés dans les pays d'Orient et que le représentant du Chili a cités ; en effet, la pratique du droit d'asile y était liée étroitement au régime des capitulations. Mais, même pour ce qui est de ces cas, M. Litvinoff doit rappeler que l'octroi du droit d'asile par la légation de Russie à Téhéran, en 1829, a provoqué l'assaut de la légation et l'assassinat du ministre de Russie, le célèbre écrivain Griboyedov. Mais, là aussi, il s'agit du passé et M. Litvinoff est certain qu'à l'heure actuelle les pays d'Orient refusent également d'admettre tout droit d'asile.

La façon dont se pose cette question en droit international est précisée nettement par le professeur Strupp, dans les termes suivants : « Limité au XVIII^e siècle au bâtiment même de la mission, et même en ce moment-là donnant lieu à controverse, le droit d'asile diplomatique a disparu du droit international des Etats européens, de sorte qu'un criminel, s'il se réfugie dans les locaux d'une légation, doit être remis entre les mains des autorités locales, sans aucune procédure d'extradition ». La plupart des auteurs européens condamnent sévèrement cette pratique. Phillimore la considère comme un « abus monstrueux et inutile de ce que l'on appelle le droit d'asile ». La même opinion est exprimée par des autorités telles que Martens, Klüber, Heffter, Blüntschli, Wheaton, Pradier-Fodéré et Satow.

En résumé, le représentant de l'U. R. S. S. affirmait que, si l'octroi du droit d'asile a parfois été pratiqué par des représentants diplomatiques, souvent même à l'insu de leur gouvernement, cette pratique ne peut, en aucune manière, créer un principe de droit internatio-

nal, d'autant moins qu'elle a toujours donné lieu à des protestations et à des objections de la part des gouvernements intéressés.

Pour terminer, M. Litvinoff estimait qu'il est absolument évident que, ni par le droit international, ni par la pratique internationale, on n'est fondé à soulever à la Société des Nations la question de la reconnaissance du droit d'asile. La pratique du droit d'asile ne peut donc être tolérée qu'avec la bonne volonté et le libre assentiment du gouvernement intéressé.

M. Edwards répondait au représentant de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, que pour les cas que M. Litvinoff a bien voulu signaler à l'attention du Conseil, il ne manquera pas de les examiner avec soin. M. Edwards est parfaitement convaincu qu'il apprendra beaucoup en lisant l'exposé de M. Litvinoff; il doit cependant ajouter que, sur certains points, M. Litvinoff n'a pas été exactement informé, notamment en ce qui concerne le cas des réfugiés qui, au Chili, avaient trouvé asile à l'ambassade des Etats-Unis en 1891. En effet, l'une des personnes qui avaient cherché asile dans cette ambassade était le propre père de M. Edwards. M. Edwards peut donner à M. Litvinoff l'assurance que le président Balmacedo n'a nullement refusé alors de reconnaître le droit d'asile. Tout au contraire, c'est même là un des exemples les plus frappants du droit d'asile. Ce droit a été, si bien respecté que le père de M. Edwards a quitté la mission américaine, avec l'ambassadeur des Etats-Unis qui le protégeait, dans un train ayant arboré le pavillon américain. Le droit d'asile a donc même été étendu au train jusqu'au moment où le port d'embarquement a été atteint.

Sans vouloir entrer dans les détails, M. Edwards souligne qu'il se peut que, dans ce cas et peut-être dans d'autres encore, les informations de M. Litvinoff ne soient pas tout à fait exactes.

Celui-ci a cité un grand nombre d'auteurs qui estiment que le droit d'asile n'existe pas et qui le représentent même comme une monstruosité.

Or, chacun sait qu'en droit international les auteurs ne sont généralement pas d'accord entre eux, et M. Edwards pourrait, après quelques recherches, citer beaucoup d'autres auteurs qui sont d'un avis opposé. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle on n'a jamais réussi à codifier le droit international.

Le Président M. Wellington Koo rendait alors hommage à l'esprit de conciliation qui a animé les représentants de l'Espagne et du Chili et les remercie de la confiance qu'ils lui ont témoignée l'un et l'autre au cours de toutes les conversations qu'il a eues avec eux.

Il se félicite de constater que le rapport a été approuvé et adopté par les représentants de l'Espagne et du Chili.

Le Président déclarait close la quatre-vingt-seizième session du Conseil...

Si nous avons donné un compte rendu *in extenso* des débats, c'est pour montrer les difficultés de toutes sortes auxquelles s'est heurté M. Eduardo Edwards. Il avait à lutter contre l'hostilité systématique de M. Alvarez del Vayo et de M. Litvinoff, l'indifférence de la France et de l'Angleterre que cette question n'intéressaient pas outre mesure. Malgré ce, grâce au courage déployé en cette occasion par M. Edwards, à son

énergie, à son réel talent mis au service de grandes causes, l'évacuation de tous les asilés réussit et des milliers de personnes furent ainsi sauvées. De pareils hommes consolent des turpitudes et des lâchetés humaines. Par ailleurs, il n'était pas de personne plus simple, ni plus modeste que M. Eduardo Edwards (1).

A la suite de l'initiative du Chili et des efforts de son représentant, la Société des Nations avait reconnu le caractère humanitaire du droit d'asile. Ce succès encourageait la République Argentine à présenter un projet de rapport établi par son Ministre des Affaires étrangères, M. le docteur Carlos Saavedra Lamas. Celui-ci l'adressait à l'Union Pan-Américaine, avec le désir très légitime de le voir inclure dans le programme de la prochaine conférence qui devait se tenir à Lima.

« L'Asile, écrivait M. Carlos Saavedra Lamas, a prouvé être l'une des plus nombreuses formes capables de placer entre deux parties en lutte une note de pitié humaine concernant les horreurs de la guerre civile ».

Le projet proposé par le gouvernement d'Argentine était divisé en trois chapitres correspondant à l'Asile interne, à l'Asile externe et à des dispositions d'ordre général. Le voici d'ailleurs dans son intégralité :

PROJET DE CONVENTION SUR LE DROIT D'ASILE

DE L'ASILE INTERNE

ARTICLE PREMIER. — L'asile politique peut être accordé à toutes les personnes de n'importe quelle

(1) M. Eduardo Edwards est mort au cours de l'été 1941.

nationalité, sous préjudice des obligations de protection qui incombent à l'Etat auquel elles appartiennent.

ARTICLE 2. — L'asile ne peut être accordé que dans les ambassades, les légations, les navires de guerre, les camps ou aéronefs militaires, et on l'admet exclusivement pour ceux qui sont poursuivis pour des délits ou des motifs politiques. Les chefs de mission pourront aussi recevoir des réfugiés dans leurs résidences, dans les cas où ils n'habiteraient pas les locaux des ambassades ou des légations (1).

ARTICLE 3. — On ne concédera pas l'asile aux inculpés de délits communs dûment soumis à procès, qui auraient été condamnés par les tribunaux ordinaires.

La qualification des causes qui donnent lieu à l'asile appartiennent à l'Etat qui le concède. A cet effet, on devra tenir compte notamment des circonstances don-

(1) *Exterritorialité à l'égard d'une Commission allemande de contrôle.*

Au lendemain de la guerre 1939-1940, un cas nouveau d'exterritorialité se présentait dans certaines villes de France, se rapportant aux Commissions allemandes de contrôle.

Voici dans quel esprit il fut résolu à Limoges: les Allemands avaient réquisitionné des appartements dans deux grands hôtels de la ville (le Central-Hôtel et l'hôtel du Maréchal Jourdan). L'exterritorialité s'étendait aux chambres occupées par les officiers et soldats de l'armée allemande, à leurs bureaux, au casino et aux escaliers, pendant les allées et venues des membres de la Commission. Jouissaient de ce droit, les officiers, soldats et le personnel de bureau, mais encore les visiteurs, lors de leur entrée et de leur sortie des locaux habités par la Commission de contrôle.

Les salles de restaurant et de café, où la clientèle courante avait libre accès, ne bénéficiaient pas de l'exterritorialité.

Si un individu poursuivi dans l'intérêt de l'ordre public et pour des motifs autres que ses relations allemandes cherchait asile dans ces deux hôtels, la police locale pouvait l'y poursuivre, sous réserve d'en rendre compte immédiatement au chef de la Commission allemande de contrôle.

nant origine à l'asile, ainsi que du mobile politique dans les délits connexes. Les terroristes ne pourront pas jouir de l'asile.

L'asile ne pourra pas être accordé aux déserteurs de mer et de terre. Dans le cas où il se produirait une rébellion armée, le fait de ne pas se présenter pour faire le service militaire, pour un motif politique, sera pris en considération.

ARTICLE 4. — L'agent diplomatique ou le commandant qui concéderait l'asile communiquera immédiatement les noms des réfugiés au Ministère des Affaires étrangères de l'Etat où s'est produit le fait, ou à l'autorité administrative de l'endroit, si le cas avait lieu hors de la capitale, sauf si de graves circonstances l'empêchaient matériellement ou rendaient cette communication dangereuse pour la sûreté des réfugiés.

ARTICLE 5. — Pendant la durée de l'asile on ne permettra pas aux réfugiés de pratiquer des actes qui pourraient altérer la tranquillité publique.

Les agents diplomatiques ou les commandants requerront du réfugié ses renseignements personnels et la promesse de ne pas communiquer avec l'extérieur sans leur intervention expresse. S'il se refusait ou s'il enfreignait à une quelconque de ces conditions, l'agent diplomatique ou le commandant ferait cesser immédiatement l'asile.

ARTICLE 6. — Le gouvernement de l'Etat pourra exiger que le réfugié soit éloigné du territoire national, dans le plus bref délai; et l'agent diplomatique ou le commandant qui avait concédé l'asile peuvent, pour leur part, exiger les garanties nécessaires pour que le réfu-

gié sorte du pays et que l'inviolabilité de sa personne soit respectée. Si ces garanties n'existaient pas, l'évacuation peut être ajournée jusqu'à ce que les autorités locales assurent ces garanties.

ARTICLE 7. — Une fois sortis du pays, les réfugiés ne pourront pas être débarqués sur un point quelconque de ce pays. Dans le cas où l'un des anciens réfugiés reviendrait à ce pays pour prendre part au mouvement qui aurait provoqué la concession de l'asile, celui-ci ne pourra pas lui être accordé à nouveau par aucune des Hautes Parties Contractantes.

ARTICLE 8. — Lorsque le nombre des réfugiés surpassera la capacité normale des lieux de refuge indiqués dans l'article 2, les agents diplomatiques ou les commandants pourront déterminer d'autres lieux, sous la protection de leur pavillon, pour la sûreté et le logement des réfugiés. Dans ce cas, ils devront solliciter le consentement des autorités.

ARTICLE 9. — Les navires de guerre ou les aéronefs militaires qui seraient provisoirement dans les arsenaux ou dans les ateliers pour être réparés, ne protègent pas ceux qui s'y seront réfugiés.

DE L'ASILE EXTERNE

ARTICLE 10. — L'asile dans le territoire des Hautes Parties Contractantes est inviolable pour les poursuivis pour des délits ou des motifs politiques; mais la nation de refuge est tenue d'empêcher les réfugiés de réaliser, dans son territoire, des actes qui mettent en danger la paix publique de la nation d'où ils proviennent.

On ne permettra pas aux émigrés politiques d'établir des conseils ou des comités constitués notoirement dans le but d'occasionner ou de favoriser des troubles de l'ordre public dans n'importe lequel des Etats contractants. Ces conseils ou comités seront dissous, après constatation de leur caractère subversif, par les autorités de l'Etat où ils se seront établis. L'émission des idées sera réglée par les dispositions légales du pays de refuge.

ARTICLE 11. — A la demande de l'Etat intéressé, celui qui a accordé le refuge devra pourvoir à la surveillance ou à l'internement, jusqu'à une distance prudentielle de ses frontières, des émigrés politiques qui seraient les dirigeants d'un mouvement subversif, ainsi que de ceux qui ont l'intention de s'incorporer à ce mouvement.

L'appréciation de la preuve présentée par l'Etat requérant et le caractère prudentiel de la distance des frontières, aux effets de l'internement, dépendront du jugement des autorités de l'Etat requis.

ARTICLE 12. — Les dépenses de tout ordre, demandées par l'internement des réfugiés et des émigrés politiques, seront supportées par l'Etat sollicitant. Aux effets de la subsistance des internés, on fixera une somme qui ne dépassera pas le salaire minimum établi par les lois ou les coutumes locales.

ARTICLE 13. — Les internés politiques pourront solliciter du gouvernement de l'Etat où ils se trouvent, leur sortie du territoire. Celle-ci pourra être accordée à condition qu'ils ne se rendent pas au pays d'où ils viennent et en avertissent le gouvernement intéressé.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 14. — En cas de dissidence sur l'application de l'asile politique les Gouvernements des Hautes Parties Contractantes se consulteront entre eux, en vue de trouver une solution à l'amiable du différend qui n'aurait pu être réglé par négociation directe.

ARTICLE 15. — Tout Etat qui n'aura pas signé la présente convention pourra y adhérer en envoyant l'instrument respectif au ministère des Affaires étrangères de la République argentine, lequel le communiquera aux autres Parties Contractantes, par la voie diplomatique.

ARTICLE 16. — La présente Convention sera ratifiée par chacune des Hautes Parties Contractantes, selon leur procédure constitutionnelle. La Convention originale et les instruments de ratification seront déposés au Ministère des Affaires étrangères de la République Argentine, lequel communiquera les ratifications par la voie diplomatique, aux autres Parties Contractantes. La Convention entrera en vigueur entre les Hautes Parties Contractantes, suivant l'ordre du dépôt de leurs ratifications.

ARTICLE 17. — Cette Convention restera en vigueur indéfiniment, mais elle pourra être dénoncée au moyen d'un préavis de deux ans, après lesquels ses effets cesseront pour l'Etat qui l'aura dénoncée, demeurant en vigueur pour les autres Etats signataires. La dénonciation sera adressée au Ministre des Affaires étrangères de la République Argentine, lequel la transmettra aux autres Etats Contractants.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-dessus mentionnés signent la présente Convention en espagnol et..... et lui opposent leur cachet.

Fait à Buenos-Aires, le du mois de mil neuf cent trente-sept.

Le projet préparé par la chancellerie argentine avait pour but de refondre tous les instruments internationaux antérieurs approuvés par le Congrès Sud-Américain de Montevideo, en 1888, et par les Conférences pan-américaines de La Havane, en 1928, et de Montevideo, en 1933, les coordonner, les codifier, leur donner une forme universelle en tenant compte des enseignements recueillis au cours du conflit espagnol.

Ce projet, fort simple, puisqu'il ne comportait en tout que dix-sept articles, était néanmoins complet. Il associait de façon très heureuse l'asile interne et l'asile externe, et il se terminait par des dispositions d'ordre général de la plus haute importance.

Si aucun point particulier n'avait été omis, la pratique de l'asile était strictement réglée afin d'éviter tout abus. Les dispositions d'ordre général prévoyaient d'ailleurs des accords ultérieurs entre les états signataires qui devaient supprimer tout point litigieux si par hasard il s'en présentait un.

Cette convention était rédigée en dehors de tout esprit partisan. Aucune théorie politique ne l'inspirait. Le souci du bien avait seul guidé ses auteurs.

Ceux-ci visaient à consolider sur des bases solides les sentiments humanitaires des peuples et les grands intérêts du droit et de la justice. Son adoption par les Etats aurait épargné un grand nombre de complications internationales.

Peut-être un jour, que nous souhaitons prochain, lorsque les mœurs se seront adoucies et les passions apaisées, la paix du monde une fois assurée, les régimes politiques à la mesure du siècle où nous vivons, la justice garantie à tous ceux qui tombent sous le coup de la loi, le droit d'asile n'aura plus sa raison d'être. Et encore, car sans lui le prestige et le crédit de la diplomatie se trouvent fortement amoindris.

Le droit d'asile est intimément lié à la civilisation. On ne saurait imaginer un peuple civilisé où le droit d'asile n'existerait pas.

Malheureusement, l'égoïsme sacré des Etats devait l'emporter une nouvelle fois sur la générosité.

Seules, quelques républiques de l'Amérique latine envoyèrent des réponses favorables à la Chancellerie du Gouvernement de la République Argentine. Les autres ne répondirent même pas.

Le droit d'asile diplomatique était laissé encore une fois à l'initiative privée des diplomates et des Etats.

Le monde de demain doit avoir pour fondement des institutions communes aussi bien d'ordre économique que juridique. L'individualisme ne doit plus régner en souverain maître, car nous ne saurions oublier dans quelle impasse il nous a conduit. Le groupe doit l'emporter sur l'individu.

Aussi longtemps que les Etats n'auront pas créé une organisation internationale puissante et capable de faire respecter le droit international, aucun progrès sérieux n'aura été fait.

L'ère des tâtonnements, des à peu près, des initiatives individuelles doit être close.

CONCLUSION

Le droit d'asile diplomatique, qui a joué un rôle si important chez les peuples les plus divers et au cours des civilisations les plus différentes, le droit d'asile qui a fait si longtemps l'honneur de certains pays d'Europe et d'Amérique ne doit pas disparaître, surtout à l'heure actuelle, où le monde tout entier est sujet à de si profonds bouleversements.

C'est pourquoi nous avons choisi à dessein un des épisodes les plus dramatiques, les plus bouleversants de l'histoire contemporaine. Le droit d'asile n'allait-il pas jouer un rôle bien effacé au cours de cette guerre civile qui devait voir le choc passionné de deux idéologies?

Au contraire, le droit d'asile fut respecté malgré quelques incidents. Grâce à lui, des milliers de gens furent sauvés. Puisque le droit d'asile a résisté aux pires convulsions, il est nécessaire de le codifier.

Le droit international ne doit pas demeurer stationnaire, ankylosé, statique. Si le droit international public n'a plus tout le prestige qu'il devrait et pourrait avoir, c'est qu'il n'a pas su s'adapter à une vie nouvelle et qu'il s'est le plus souvent égaré avec des « coupeurs de cheveux en quatre », des utopistes.

Pourquoi ne reprendrait-on pas le projet, à tous points de vue remarquable, établi par le Ministre des Affaires étrangères de la République d'Argentine, le docteur Saavedra Lamas?

Ce projet ne laisse absolument rien dans l'ombre. Il prévoit tous les cas.

On éviterait sûrement par cette codification de nouvelles causes de troubles et de complications internationales. On aurait ainsi fait œuvre utile pour l'humanité tout entière.

A Montpellier, le 16 janvier 1942,
Le Professeur, Président de Thèse,
TEITGEN

Vu,
Montpellier, le 20 janvier 1942
Le Doyen de la Faculté de Droit,
G. MORIN

Vu et permis d'imprimer,
Montpellier, le 23 janvier 1942,
Le Recteur de l'Académie,
SARRAILH

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES RELATIFS AU DROIT D'ASILE

- ALCINDOR (L.). — Droit d'asile. Répertoire de droit international, de Lapradelle et Niboyet.
- ALVAREZ (A.). — Le Droit international américain, Paris, 1910.
- BAHRAMY (A.). — Le droit d'asile. Paris, 1938.
- BEAUREPAIRE (Ch. DE). — Essai sur l'asile religieux dans l'Empire romain et la monarchie française. Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, 3^e série, IV et V, Paris, 1853-1854.
- BÉNÉZET (J.-E.). — Etude théorique sur les immunités diplomatiques. Toulouse, 1901.
- BLÉTEAU (A.). — De l'asile et du droit d'expulsion en droit français. Thèse Paris, 1886.
- BLUNCHOD (L.). — De l'asile et du droit d'expulsion. Lausanne, 1890.
- BLUNTSCHLI (J.-K.). — Allgemeine Staatsrecht, 2 vol., Munich, 1868.
- Das moderne Voelkerrecht der civilisirter Staaten, 3^e édit., Nordlingen, 1878 (trad. française, Le droit international codifié. Paris, 1870).
- BYNKERSHOEK (C. van). — De foro competente legatorum tum in causa civili quam criminali, La Haye, 1721, traduit en français par Barbeyrac,

- sous le titre de *Traité du Jugé compétent des Ambassadeurs*, La Haye, 1723.
- CALVO (Ch.). — *Le droit international théorique et pratique*. Paris, 1888.
- Comision Internacional de Jurisconsultos Americanos*.
Réunion de 1927, IV, Rio-de-Janeiro, 1927.
- DESJARDINS (A.). — *Immunité des agents diplomatiques*. Paris, 1881.
- DROIN (C.). — *L'exterritorialité des agents diplomatiques*. Genève, 1895.
- ESCOBEDO (R.). — *Agentes diplomaticos*. Bogota, 1910.
- FAUCHILLE (P.). — *Traité de droit international public* (Rousseau et Cie, Paris), 1926.
- FIGORE. — *Nouveau droit international public*, traduit et annoté par Charles Antoine, 3 vol., Paris, 1885-1886.
- FÜNCK-BRENTANO (Th.). — *Le droit des gens et les immunités diplomatiques au XVIII^e siècle*. *Revue d'histoire diplomatique*, t. II, 1892, 51.
- GARDEN (Comte DE). — *Traité complet de diplomatie*, 3 vol., Paris, 1833.
- GENET (R.). — *Traité de diplomatie et de droit diplomatique*, t. I, Paris, 1931.
- GOULÉ (P.). — *Agent diplomatique*, dans de Lapradelle et Niboyet. *Répertoire de droit international*, Paris, 1929.
- GRIVAZ (F.). — *Nature et effets du principe de l'asile politique*. Paris, 1895.
- GROTIUS. — *De jure belli ac pacis* (1629).
- HAEGHEN (Ph. van der). — *Le droit d'asile*, Paris, 1853.
- HEDDAYA (M.). — *Les immunités des agents diplomatiques*. Thèse Lyon, 1932.

- HÉLIE (F.). --- Traité de l'instruction criminelle. Paris, 1866.
- HEYKING (A.). — De l'exterritorialité et ses applications en Extrême-Orient. *Recueil des cours de l'Académie de Droit international*, t. 7, 1925, Paris, 1926.
- L'exterritorialité. Berlin, 1883.
- HURST (Sir Cecil). — Les immunités diplomatique.
• *Recueil des Cours de l'Académie de Droit international*, 1926, t. II, 115.
- LEHR (E.). — Privilèges et immunités des agents diplomatiques. *Revue de droit international et de législation comparée*, t. 21, 1889.
- Manuel théorique et pratique des agents diplomatiques et consulaires français et étrangers. *Répertoire général et alphabétique du droit Français*, Paris, 1888.
- MARTENS (Ch. DE). — Causes célèbres du droit des gens, 2^e éd., Leipzig, 1861.
- Précis du droit des gens moderne de l'Europe, augmenté des notes de Pinheiro-Ferreira, 2 volumes, 11^e éd., Paris, 1864.
- Manuel diplomatique ou Précis des droits et des fonctions des agents diplomatiques. Paris, 1822.
- OLIVART (DE). — Tratado de derecho internacional publico, 1903.
- PARRA (J.-I.). — El derecho de asilo. Lima, 1936.
- PESSOA (E.). — Projecto de codigo de direito internacional publico. Rio-de-Janeiro, 1911.
- PIETRI (F.). — Etude critique sur la fiction d'exterritorialité. Paris, 1925.

- PODESTA-COSTA (L.-A.). — Ensayo sobre las luchas civiles y el derecho internacional. Buenos-Ayres, 1926.
- PRADIER-FODÉRE (P.). — Cours de droit diplomatique. Paris, 1899.
- Traité de droit international public.
- RAESTAD (A.). — Le droit d'asile. *Revue de droit international et de législation comparée*, 1938, pp. 115-131.
- RÉOLE (E.). — Le droit d'asile. *Recueil des Cours de l'Académie de Droit International*, année 1938, t. 1.
- REDONET Y LOPEZ-DORIGA (L.). — Macimiento del derecho de asilo. Madrid, 1928.
- ROUGIER (A.). — Les guerres civiles et le droit des gens, 1902.
- SATOW (E.-M.). — A Guide to diplomatic practice. Londres, 1922.
- SCELLE (G.). — Chronique des faits internationaux, Asile interne, Asile dans les légations et les consulats et à bord des navires de guerre et de commerce. *Revue générale de droit international public*, 1912, p. 623-634.
- SRUPP (K.). — Réforme et codification du droit international, Projet d'une convention sur l'immunité en droit international. *International Law Association, Report of the thirty-fourth Conference, Session of Vienna (1926)*, et *Zeitschrift für Voelkerrecht*, 1926.
- TIMBAL-DUCLAUX DE MARTIN. — Le droit d'asile. Thèse Paris(1939.
- TOBAR Y BORGONO (C.-M.). — L'asile interne devant le droit international. Paris, 1911.

- TURPIN (J.). — Nouveaux aspects juridiques de l'asile politique. Le litige hungaro-yougoslave devant la Société des Nations. Thèse Paris, 1937.
- VATTEL. — Le droit des gens ou principes de la loi naturelle, nouv. éd., par Pradier-Fodéré, 3 vol., Paris, 1863.
- VERA (A. DE) et ZUNIGA (DE). — Le parfait ambassadeur, composé en espagnol, nouvellement traduit en français. Leyde, 1709.
- VILDRAC (Ch. et autres). — Droit d'asile. *L'Homme réel*, 1936, n^{os} 26-27.
- VILLEFORT. — Privilèges diplomatiques, 1858.
- VINDRY (N.). — L'apatridie. Thèse Aix-en-Provence, 1925.
- WICQUEFORT (Van A.). — L'Ambassadeur et ses fonctions. La Haye, 1681.

II. — OUVRAGES RELATIFS AU DROIT D'ASILE

AU COURS DE LA GUERRE CIVILE D'ESPAGNE

- LE FUR (L.). — La guerre d'Espagne et le droit. Paris, 1938.
- MIQUELARENA (J.). — El otro mundo.
- PÉREZ-FERRERO (M.). — Bandera de Francia.
-

